

TV

tremplin le mag

N° 59 - JUILLET 2026

 LES
TREMPLINS



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.



Editorial

Alors que les États-Unis célèbrent en ce mois de juillet 2026 les 250 ans de leur indépendance, force est de constater que leur pouvoir d'attraction est intact. L'un des points saillants du sommet du G7 qui s'est tenu en France en juin 2026 a été la présence de Donald Trump et sa signature à Versailles, en marge de ce sommet, du mémorandum d'accord avec l'Iran. De même, qu'il s'agisse d'analyser les victoires des droites radicales en Colombie et au Pérou ou au contraire de porter un regard sur la révolte des flamants roses en Albanie, le prisme américain est de nouveau convoqué.

L'actualité internationale de cet été 2026 revient par ailleurs sur la canicule historique qui a frappé l'Europe, de la même manière que cette actualité est abordée à l'échelle de la France.

Celle-ci n'a cependant pas empêché la panthéonisation de l'historien Marc Bloch, grande figure intellectuelle du XX^e siècle.

Enfin, *Horizon Sciences Po* vous permet de découvrir deux nouvelles références citées dans la bibliographie du réseau ScPo, sur le thème du vivant. La première est un manuel collectif publié en 2022 qui permet de mieux comprendre la place occupée par le greenwashing dans le débat public. La seconde est un ouvrage du philosophe Baptiste Morizot, auteur incontournable de votre programme. Si la lecture de *Manières d'être vivant* vous semble trop ardue, je vous recommande chaudement celle de *Raviver les braises du vivant*, plus accessible et néanmoins très inspirante.



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
M. Arnaud LE GARS - Mme Céline CHARLES - Mme Alice TRUEL - M. Cyril HUNAUT

PHOTOS

Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Les dirigeants des sept puissances les plus riches de la planète se sont retrouvés à Évian du 15 au 17 juin 2026. Sous la présidence française, ce sommet affiche une unité de façade qui masque mal des fractures économiques inédites. (Reuters) - Le vice-président J. D. Vance évoque un accord provisoire avec l'Iran, lors d'une conférence de presse en Suisse, le 22 juin. (Nathan Howard/Reuters) - À gauche, Keiko Fujimori, candidate d'extrême droite, élue présidente du Pérou le 14 juin 2026. À droite, derrière une vitre pare-balles, Abelardo de la Espriella, candidat du mouvement Defensores, s'adresse à ses partisans le soir de sa victoire lors de l'élection présidentielle en Colombie. (Juna Barretto/ AFP) - Des manifestants brandissent des pancartes en forme de flamants roses, sur lesquelles on peut lire "l'Albanie n'est pas à vendre", le 27 juin à Tirana. La cession d'une zone naturelle à la famille Trump, qui projette d'y bâtir un hôtel, provoque une vague de colère populaire. (AFP) - Carte de la chaîne météo du lundi 22 juin 2026 avec de nombreux records de chaleur battus en Europe (la chaîne météo) - Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, a annoncé sa démission, le 22 juin 2026, devant le 10, Downing Street. (Reuters) - Couverture géopolitique du tourisme, Marie Laure Desmet et Bruno Lavagna - Etats-Unis, 250 ans d'indépendance (Arte) - Drapeaux français (Pxhere) - Un manuscrit inédit de Mozart découvert à Paris, (Radio Canada), 19 juin 2026 - Sous le parvis de Notre-Dame de Paris, les archéologues font des fouilles exceptionnelles, (Géo), juin 2026 - Face à la canicule, bientôt des pauses fraîcheur dans les écoles ? Dessin d'Emmanuel Chaunu publié sur son compte personnel, 18 juin 2026. - REPLAY. Élections provinciales 2026 en Nouvelle-Calédonie : le scrutin change le visage du Congrès. 24 des 54 sièges reviennent aux élus Loyalistes et Rassemblement", (France info) 1ère, 28 juin 2026. - Marc Bloch, historien de génie, patriote combattant et figure de la Résistance", (RFI), 22 juin 2026. - Buste (Unplash)

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMP LIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

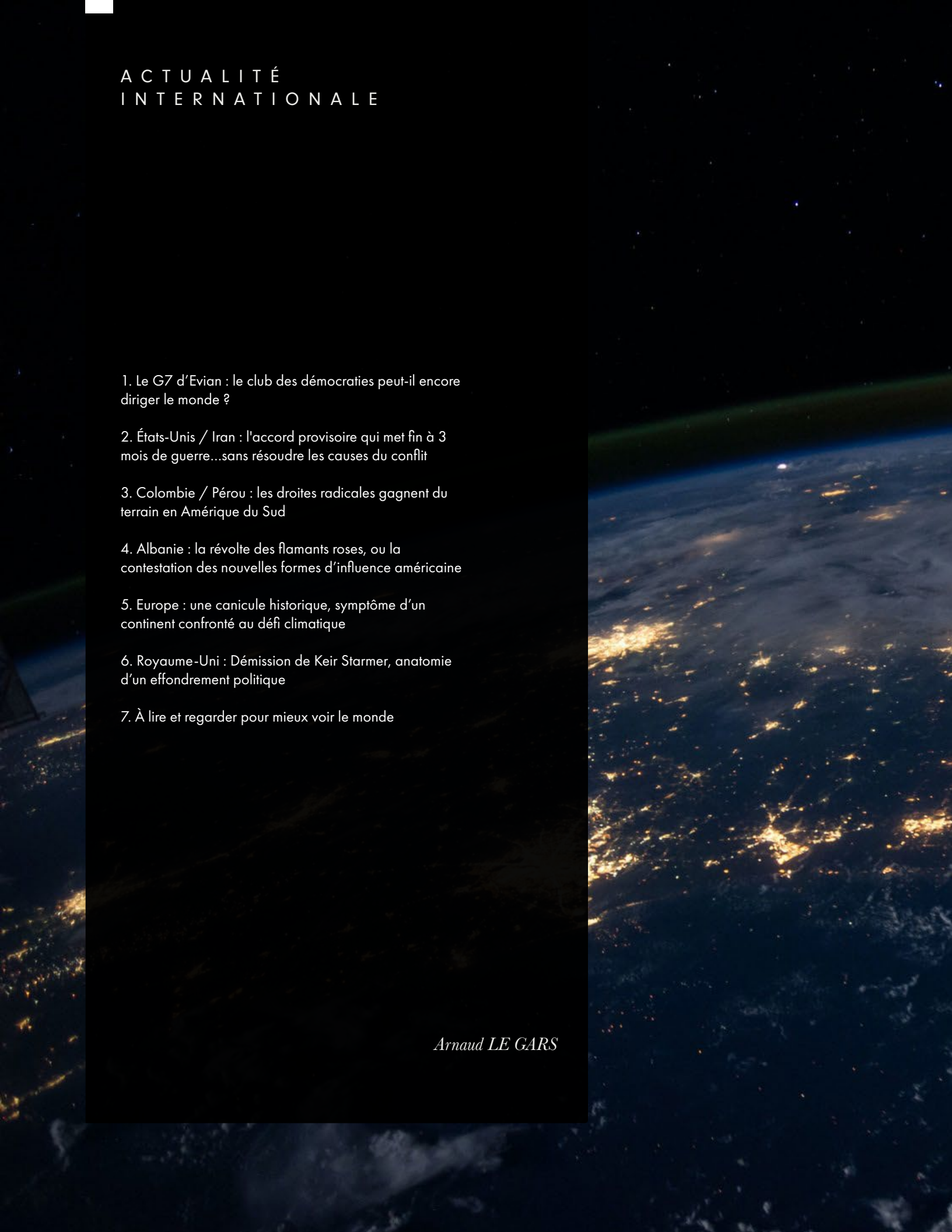
ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

ACTUALITÉ NATIONALE..... 25

HORIZON SCIENCES-PO

- Aurélien Berlan, Guillaume Carbou, Laure Teulière
(dir.), *Greenwashing. Manuel pour dépolluer le débat
public*, 2022 35

- Baptiste Morizot, *Manières d'être vivant*, 2020 37



ACTUALITÉ INTERNATIONALE

1. Le G7 d'Evian : le club des démocraties peut-il encore diriger le monde ?
2. États-Unis / Iran : l'accord provisoire qui met fin à 3 mois de guerre...sans résoudre les causes du conflit
3. Colombie / Pérou : les droites radicales gagnent du terrain en Amérique du Sud
4. Albanie : la révolte des flamants roses, ou la contestation des nouvelles formes d'influence américaine
5. Europe : une canicule historique, symptôme d'un continent confronté au défi climatique
6. Royaume-Uni : Démission de Keir Starmer, anatomie d'un effondrement politique
7. À lire et regarder pour mieux voir le monde

Arnaud LE GARS



ALLER PLUS LOIN...

- ELYSÉE.FR : les résultats du G7 d'Évian
- TOUTELEUROPE.EU : G7 Évian, l'Iran, l'Ukraine et Donald Trump au cœur d'un sommet pour dépasser les fractures mondiales.

Les dirigeants des sept puissances les plus riches de la planète se sont retrouvés à Évian du 15 au 17 juin 2026. Sous la présidence française, ce sommet affiche une unité de façade qui masque mal des fractures économiques inédites.

LE G7 D'ÉVIAN : LE CLUB DES DÉMOCRATIES PEUT-IL ENCORE DIRIGER LE MONDE ?

Du 15 au 17 juin 2026, les dirigeants des sept principales démocraties industrialisées se sont retrouvés à Évian-les-Bains, sur les rives du lac Léman. À première vue, le sommet du G7 ressemble à un rendez-vous diplomatique parmi d'autres : une photographie officielle, une déclaration finale, quelques annonces économiques et une série d'entretiens bilatéraux. Pourtant, derrière ce cérémonial bien rodé, se cache une question beaucoup plus fondamentale : le G7 est-il encore capable d'orienter les affaires du monde ?

Pendant plusieurs décennies, la réponse ne faisait guère de doute. À la fin de la guerre froide, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et le Canada concentraient l'essentiel de la richesse mondiale, des capacités technologiques et de la puissance militaire occidentale. Les décisions prises par ce groupe avaient des répercussions

directes sur l'économie internationale, les institutions financières, les échanges commerciaux ou encore la sécurité collective. En 2026, le contexte est radicalement différent. La montée en puissance de la Chine, le retour affirmé de la Russie sur la scène stratégique, l'émergence de puissances comme l'Inde, le Brésil ou l'Arabie saoudite, ainsi que l'affirmation des BRICS, ont profondément transformé l'équilibre international. Le G7 ne représente plus le « directoire du monde » qu'il fut dans les années 1990. Il demeure influent, mais il doit désormais composer avec une réalité nouvelle : le monde est devenu multipolaire.

C'est précisément ce qui donne au sommet d'Évian une importance particulière. Plus que les annonces elles-mêmes, il révèle la manière dont les démocraties occidentales cherchent à adapter leur stratégie face à un environnement international plus fragmenté, plus concurrentiel et plus imprévisible.

Le G7 : un club né de la crise

Pour comprendre les enjeux du sommet de 2026, il faut revenir à l'origine du G7. L'organisation naît en 1975, à l'initiative du président français Valéry Giscard d'Estaing et du chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt. Les deux dirigeants souhaitent créer un espace de discussion informel entre les principales puissances économiques occidentales. Le premier sommet se tient au château de Rambouillet, dans un contexte marqué par les conséquences du premier choc pétrolier, une inflation élevée et des interrogations sur la stabilité du système monétaire international. L'objectif est simple : permettre aux chefs d'État et de gouvernement de dialoguer librement, sans le formalisme des grandes organisations internationales. Très vite, le groupe devient un lieu privilégié de coordination politique.

Pendant les décennies suivantes, le G7 accompagne les grandes transformations de la mondialisation. Ses membres coordonnent leurs réponses face aux crises financières, soutiennent les institutions de Bretton Woods, encouragent la libéralisation du commerce et défendent un ordre international fondé sur des règles communes.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'organisation semble même incarner le triomphe du modèle occidental. La Russie est invitée à rejoindre le groupe en 1998, donnant naissance au G8. Cette ouverture symbolise alors l'espoir d'une intégration progressive de Moscou dans l'ordre international libéral.

Cet espoir sera de courte durée. L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 conduit à son exclusion du groupe, qui redevient le G7. Depuis lors, les relations entre les démocraties occidentales et Moscou n'ont cessé de se détériorer, jusqu'à la guerre en Ukraine.

Un sommet sous le signe des rapports de puissance

Le rendez-vous d'Évian intervient dans un contexte international particulièrement chargé.

La guerre en Ukraine continue de mobiliser une grande partie des ressources diplomatiques et militaires des Européens. Au Moyen-Orient, les négociations engagées entre Washington et Téhéran demeurent fragiles. En Asie, les tensions autour de Taiwan et de la mer de Chine méridionale entretiennent une compétition stratégique de plus en plus vive entre les États-Unis et la Chine. À ces crises sécuritaires s'ajoutent des défis économiques majeurs. Les chaînes d'approvisionnement restent vulnérables, notamment pour les semi-conducteurs et les minerais critiques indispensables aux transitions numérique et énergétique. Les conséquences des épisodes climatiques extrêmes pèsent sur les économies, tandis que l'intelligence artificielle ouvre autant de perspectives que d'interrogations sur la souveraineté technologique.

Face à cette accumulation de crises, les dirigeants du G7 ne cherchent plus seulement à gérer l'urgence. Ils tentent de définir une stratégie commune pour préserver leur capacité d'influence dans un monde où leur poids relatif diminue.

Cette évolution est essentielle à comprendre. Pendant longtemps, les pays du G7 ont pensé la mondialisation comme un processus dont ils fixaient les règles. Aujourd'hui, ils doivent composer avec des acteurs capables de proposer leurs propres normes, leurs propres financements et parfois leur propre vision des relations internationales. La Chine investit massivement dans les infrastructures mondiales, les BRICS développent des mécanismes financiers alternatifs, tandis que de nombreuses puissances dites « intermédiaires » refusent désormais de s'aligner automatiquement sur les positions occidentales.

Le sommet d'Évian n'est donc pas seulement une réunion diplomatique. Il constitue un révélateur des profondes mutations de l'ordre mondial. Les débats qui s'y déroulent traduisent une interrogation plus large : comment les démocraties libérales peuvent-elles continuer à peser sur les affaires du monde alors qu'elles ne disposent plus de la position dominante qui était la leur il y a trente ans ?

L'Ukraine, révélateur de la cohésion occidentale

Sans surprise, la guerre en Ukraine occupe une place centrale dans les discussions. Plus de quatre ans après le début de l'invasion russe de février 2022, le conflit est entré dans une phase d'usure. Les lignes de front évoluent lentement, mais la guerre se joue désormais autant dans les usines d'armement, les finances publiques et les opinions occidentales que sur le champ de bataille.

À Évian, les dirigeants réaffirment leur soutien à Kiev. Au-delà de l'aide militaire, ils insistent sur la nécessité de maintenir les sanctions économiques contre la Russie et de renforcer les capacités industrielles de défense. Cette orientation traduit une prise de conscience : les démocraties occidentales doivent désormais se préparer à des crises longues, exigeant une mobilisation durable de leurs ressources.

Ce choix n'est pourtant pas unanimement partagé à l'échelle mondiale. De nombreux États d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine considèrent la guerre en Ukraine comme un conflit européen dont les conséquences économiques — inflation, hausse des prix alimentaires ou énergétiques — les affectent davantage que les enjeux stratégiques eux-mêmes. Ce décalage illustre les difficultés du G7 à construire un consensus dépassant le cercle occidental.

La Chine, partenaire économique ou rival stratégique ?

L'autre grand sujet du sommet est la Chine. Depuis

une dizaine d'années, la perception occidentale de Pékin a profondément évolué. Longtemps considérée comme un partenaire commercial incontournable, la Chine est désormais analysée comme un concurrent technologique, industriel et géopolitique.

Pour autant, les membres du G7 ne souhaitent pas une rupture économique. Leur objectif est plutôt de réduire certaines dépendances jugées stratégiques. Cette approche, souvent résumée par l'expression « réduction des risques » (de-risking), consiste à diversifier les approvisionnements sans remettre en cause l'ensemble des échanges commerciaux.

Les discussions portent notamment sur les semi-conducteurs, les terres rares, les batteries électriques et les technologies liées à l'intelligence artificielle. Derrière ces dossiers techniques se cache une question fondamentale : jusqu'où peut-on accepter une dépendance économique envers une puissance avec laquelle les relations politiques se tendent ?

Cette interrogation dépasse largement le cas chinois. Elle marque la fin d'une période où l'interdépendance économique était perçue comme un facteur automatique de stabilité. Les crises récentes ont montré qu'elle pouvait également devenir un instrument de pression.

La sécurité économique, nouveau visage de la puissance

Le sommet d'Évian confirme une évolution majeure de la géopolitique contemporaine : l'économie est redevenue un instrument assumé de puissance.

Pendant les années 1990 et 2000, la mondialisation reposait sur l'idée que l'ouverture des marchés bénéficierait à tous. Les États intervenaient relativement peu dans l'organisation des chaînes de production internationale.

Cette logique s'est progressivement inversée. Les gouvernements soutiennent désormais leurs industries stratégiques, sécurisent leurs approvisionnements et utilisent les sanctions commerciales comme des outils diplomatiques. Les plans de réindustrialisation, les politiques de souveraineté technologique ou les restrictions sur certaines exportations illustrent cette nouvelle approche. Le G7 reflète parfaitement cette évolution. Les discussions économiques ne portent plus seulement sur la croissance ou les déficits publics, mais sur la résilience des économies face aux chocs géopolitiques.

Intelligence artificielle : la prochaine compétition mondiale

Parmi les sujets émergents, figure également l'intelligence artificielle. L'enjeu dépasse largement la simple innovation technologique. Les systèmes d'IA transforment déjà les secteurs de la santé, de l'industrie, de la recherche scientifique

et de la défense. Les États qui maîtriseront ces technologies disposeront d'un avantage économique, mais aussi stratégique. Les dirigeants du G7 souhaitent promouvoir un développement de l'intelligence artificielle respectueux des principes démocratiques, de la protection des données et de la transparence des algorithmes. Cette ambition traduit une volonté de proposer un modèle alternatif aux approches plus centralisées développées ailleurs dans le monde.

Là encore, la compétition est autant normative que technologique. Il ne s'agit pas seulement de produire les meilleurs outils, mais aussi d'imposer les règles qui encadreront leur utilisation.

Le G7 face au « Sud global »

L'une des limites du sommet apparaît toutefois dans la représentation du monde qu'il offre.

Les sept membres du G7 représentent encore une part considérable du produit intérieur brut mondial, des capacités d'innovation et des dépenses militaires. En revanche, ils ne regroupent qu'une faible partie de la population mondiale.

Parallèlement, plusieurs puissances émergentes revendiquent une place accrue dans la gouvernance internationale. L'Inde, le Brésil, l'Indonésie, l'Afrique du Sud ou encore l'Arabie Saoudite développent des politiques étrangères plus autonomes. Elles coopèrent avec les pays occidentaux sur certains dossiers tout en refusant de s'inscrire durablement dans une logique de blocs. Cette affirmation du « Sud global » constitue sans doute l'un des principaux défis du G7. Pour conserver son influence, celui-ci devra convaincre au-delà de ses partenaires traditionnels et proposer des réponses crédibles aux attentes des pays en développement, qu'il s'agisse de financement des infrastructures, de transition énergétique ou d'accès aux technologies.

Plus qu'un sommet, le miroir d'une transition historique

À première vue, le sommet d'Évian n'a pas produit de décision spectaculaire susceptible de transformer immédiatement les relations internationales. C'est précisément ce qui en fait l'intérêt.

Son importance réside moins dans les annonces que dans les tendances qu'il met en lumière. Le G7 apparaît aujourd'hui comme un espace de coordination stratégique entre démocraties avancées plutôt que comme le directoire incontesté de l'économie mondiale.

Cette évolution n'est pas synonyme de déclin. Les membres du G7 conservent des atouts considérables : ils dominent encore largement la recherche scientifique, disposent d'industries innovantes, contrôlent une grande partie de la finance internationale et entretiennent des alliances militaires solides.

Mais ils ne peuvent plus agir seuls.

Le sommet d'Évian illustre ainsi une mutation profonde de la géopolitique contemporaine. Nous ne sommes plus dans le monde unipolaire des années 1990, ni dans une nouvelle guerre froide parfaitement structurée. Nous évoluons dans un système où plusieurs centres de puissance coexistent, coopèrent ponctuellement, s'opposent régulièrement et cherchent à façonner les règles internationales selon leurs propres intérêts.

Le véritable enseignement du G7 de juin 2026 est peut-être là : le défi des démocraties occidentales n'est plus de diriger le

monde, mais de continuer à y exercer une influence décisive. Dans un ordre international devenu plus complexe, leur capacité à construire des coalitions, à innover et à convaincre sera probablement plus déterminante que leur seule puissance économique.

À Évian, les dirigeants n'ont pas seulement débattu des crises du moment. Ils ont tenté de répondre à une question qui structurera sans doute les décennies à venir : comment rester influent dans un monde où personne ne peut plus prétendre gouverner seul ? ◆



ÉTATS-UNIS / IRAN : L'ACCORD PROVISOIRE QUI MET FIN À 3 MOIS DE GUERRE...SANS RÉSOUDRE LES CAUSES DU CONFLIT

Le fragile accord conclu entre les États-Unis et l'Iran à la fin du mois de juin met un terme à trois mois d'une confrontation militaire qui aura profondément déstabilisé le Moyen-Orient. Les combats, limités dans leur durée, mais d'une intensité inédite depuis plusieurs décennies, ont démontré les capacités militaires des deux adversaires sans pour autant modifier durablement l'équilibre stratégique régional.

Cette guerre marque une rupture importante dans l'histoire des relations entre Washington et Téhéran. Depuis la révolution islamique de 1979, les deux États s'opposent principalement par acteurs interposés, au travers de conflits régionaux, d'opérations clandestines, de cyberattaques ou encore de sanctions économiques. La confrontation directe restait jusqu'alors soigneusement évitée, chacun étant conscient qu'un affrontement ouvert risquait d'embraser l'ensemble du Moyen-Orient. Les trois mois de guerre ont toutefois montré que les lignes rouges peuvent être franchies. Les frappes aériennes, les attaques de drones, les missiles balistiques et les opérations navales ont rappelé que le Golfe demeure l'un des espaces les plus militarisés de la planète. En quelques semaines, les marchés énergétiques ont été bouleversés, les routes commerciales fragilisées et plusieurs États de la région contraints de revoir leur posture de sécurité.

Si les négociations ont permis de faire taire les armes, elles n'ont en revanche apporté aucune réponse définitive aux principaux contentieux qui opposent Washington et Téhéran depuis près

d'un demi-siècle. Le programme nucléaire iranien, les sanctions économiques, la présence militaire américaine dans le Golfe, la sécurité d'Israël, les réseaux de groupes armés soutenus par l'Iran et la compétition pour l'influence régionale demeurent au cœur des tensions.

L'accord constitue ainsi davantage une suspension des hostilités qu'une véritable paix. Il offre un répit aux deux protagonistes sans résoudre les causes profondes de leur affrontement.

Les négociations : quand la guerre atteint ses limites

Les discussions se sont ouvertes alors que les deux camps constataient progressivement les limites de l'option militaire. Les frappes américaines ont considérablement affaibli plusieurs infrastructures stratégiques iraniennes, détruit une partie des capacités de commandement et perturbé certaines installations sensibles. Elles n'ont cependant ni provoqué l'effondrement du régime ni empêché l'Iran de conserver des moyens importants de riposte.

De son côté, Téhéran a démontré qu'il dispose toujours d'une capacité de nuisance significative. Ses missiles balistiques, ses drones longue portée et son influence sur plusieurs groupes armés répartis dans l'ensemble du Moyen-Orient continuent de constituer une menace permanente pour les intérêts américains et leurs alliés.

Cette situation illustre une caractéristique fréquente des conflits contemporains : la supériorité militaire ne garantit pas automatiquement une victoire politique. Les États-Unis conservent une avance technologique considérable, mais ils ne peuvent pas imposer durablement leurs objectifs sans accepter le risque d'un engagement régional beaucoup plus vaste. À l'inverse, l'Iran est capable de prolonger le conflit, mais ne dispose pas des moyens nécessaires pour renverser le rapport de force militaire.

Les deux capitales sont ainsi arrivées à une même conclusion, pour des raisons différentes. Washington craignait un enlèvement comparable à ceux observés en Irak ou en Afghanistan, avec un coût humain, financier et politique croissant. Téhéran faisait face à une économie déjà affaiblie par des années de sanctions, à une pression sociale intérieure et à des destructions qui menaçaient de compromettre durablement ses capacités militaires.

Les négociations se sont donc construites autour d'un principe classique de la diplomatie internationale : permettre à chaque partie de revendiquer une forme de succès sans imposer une humiliation susceptible de compromettre l'application de l'accord.

Les États-Unis obtiennent un renforcement des mécanismes de contrôle du programme nucléaire iranien, une limitation de certaines capacités militaires et des garanties destinées à protéger la liberté de navigation dans le Golfe. L'Iran obtient pour sa part un calendrier d'allègement progressif des sanctions, la perspective d'une reprise des échanges économiques et, surtout, une reconnaissance implicite de son statut d'acteur incontournable de la sécurité régionale.

Cette ambiguïté explique à la fois la rapidité de l'accord et sa fragilité. Chacun des deux gouvernements peut présenter le texte comme une victoire auprès de son opinion publique, mais chacun sait également qu'il repose sur un équilibre précaire.

Les gagnants : une victoire diplomatique aux bénéfices partagés

Le premier bénéficiaire de cet accord est sans doute la diplomatie elle-même. Après plusieurs mois d'escalade militaire, le retour à la négociation démontre qu'aucun conflit n'échappe totalement au dialogue lorsque les coûts de la guerre deviennent supérieurs aux bénéfices attendus.

Les États-Unis peuvent également revendiquer une réussite stratégique. Sans engager une intervention terrestre de grande ampleur, Washington estime avoir restauré une partie de sa capacité de dissuasion. Les frappes menées contre les infrastructures iraniennes rappellent que les États-Unis demeurent la principale puissance militaire présente dans le Golfe. En obtenant, parallèlement, de nouveaux engagements

sur les activités nucléaires iraniennes, ils peuvent affirmer avoir atteint une partie de leurs objectifs sans s'enliser dans une guerre longue.

L'Iran sort lui aussi renforcé sur plusieurs aspects. Malgré les destructions subies, le régime est demeuré en place et a réussi à éviter une défaite militaire décisive. Pour les dirigeants iraniens, cette simple survie constitue déjà un succès politique majeur. En acceptant de négocier d'égal à égal avec Washington, Téhéran consolide également son image de puissance régionale incontournable auprès de ses partenaires et de ses alliés.

Les États du Golfe apparaissent enfin comme les principaux bénéficiaires indirects de cet accord. La diminution des risques militaires favorise la reprise des échanges commerciaux, rassure les investisseurs et réduit les tensions sur les marchés pétroliers. Pour ces États dont la prospérité dépend largement de la stabilité régionale, même une paix imparfaite vaut mieux qu'une guerre ouverte.

Les perdants : les limites de la logique militaire

À l'inverse, plusieurs acteurs voient leur position fragilisée. Les premiers sont les partisans d'une solution exclusivement militaire. Ils espéraient que plusieurs mois de combats permettraient de modifier durablement l'équilibre régional ou de provoquer un affaiblissement décisif du régime iranien. Or les infrastructures détruites pourront être reconstruites, les capacités militaires reconstituées et les ambitions géopolitiques de Téhéran demeurent largement inchangées.

Les organisations armées soutenues par l'Iran ressortent également affaiblies. Plusieurs d'entre elles ont subi des pertes importantes, tant en effectifs qu'en équipements. Leur capacité à agir à court terme est réduite, même si leur disparition paraît peu probable.

Enfin, les marchés internationaux demeurent prudents. Si les prix de l'énergie se stabilisent progressivement après la signature de l'accord, les investisseurs restent conscients que les principaux facteurs d'instabilité persistent. Une rupture des négociations, une reprise des hostilités ou une nouvelle crise dans le Golfe pourraient provoquer de nouvelles tensions sur les marchés mondiaux.

Les conséquences pour le Golfe : une région toujours au cœur des équilibres mondiaux

Le principal enseignement de cette crise réside dans la centralité retrouvée du Golfe arabo-persique dans les équilibres stratégiques internationaux. Le détroit d'Ormuz confirme, plus que jamais, son rôle de point de passage vital pour le commerce mondial des hydrocarbures. Large de quelques dizaines de kilomètres seulement dans sa partie la plus étroite, il constitue

l'une des principales artères énergétiques de la planète. Une part considérable des exportations de pétrole et de gaz naturel liquéfié y transite quotidiennement. Toute perturbation de la navigation entraîne immédiatement une hausse des coûts du transport maritime, une augmentation des prix de l'énergie et des inquiétudes sur les marchés financiers.

Cette crise rappelle également que le Golfe dépasse largement les enjeux régionaux. Les principales puissances économiques mondiales, qu'il s'agisse de l'Europe ou des grands pays asiatiques, dépendent encore fortement des approvisionnements énergétiques issus de cette région. Les monarchies du Golfe poursuivent ainsi une stratégie d'équilibre particulièrement délicate. Elles renforcent leur coopération militaire avec les États-Unis afin de garantir leur sécurité, tout en maintenant un dialogue régulier avec l'Iran afin d'éviter une nouvelle confrontation régionale. Cette diplomatie de l'équilibre devient l'une des caractéristiques majeures des relations internationales au Moyen-Orient.

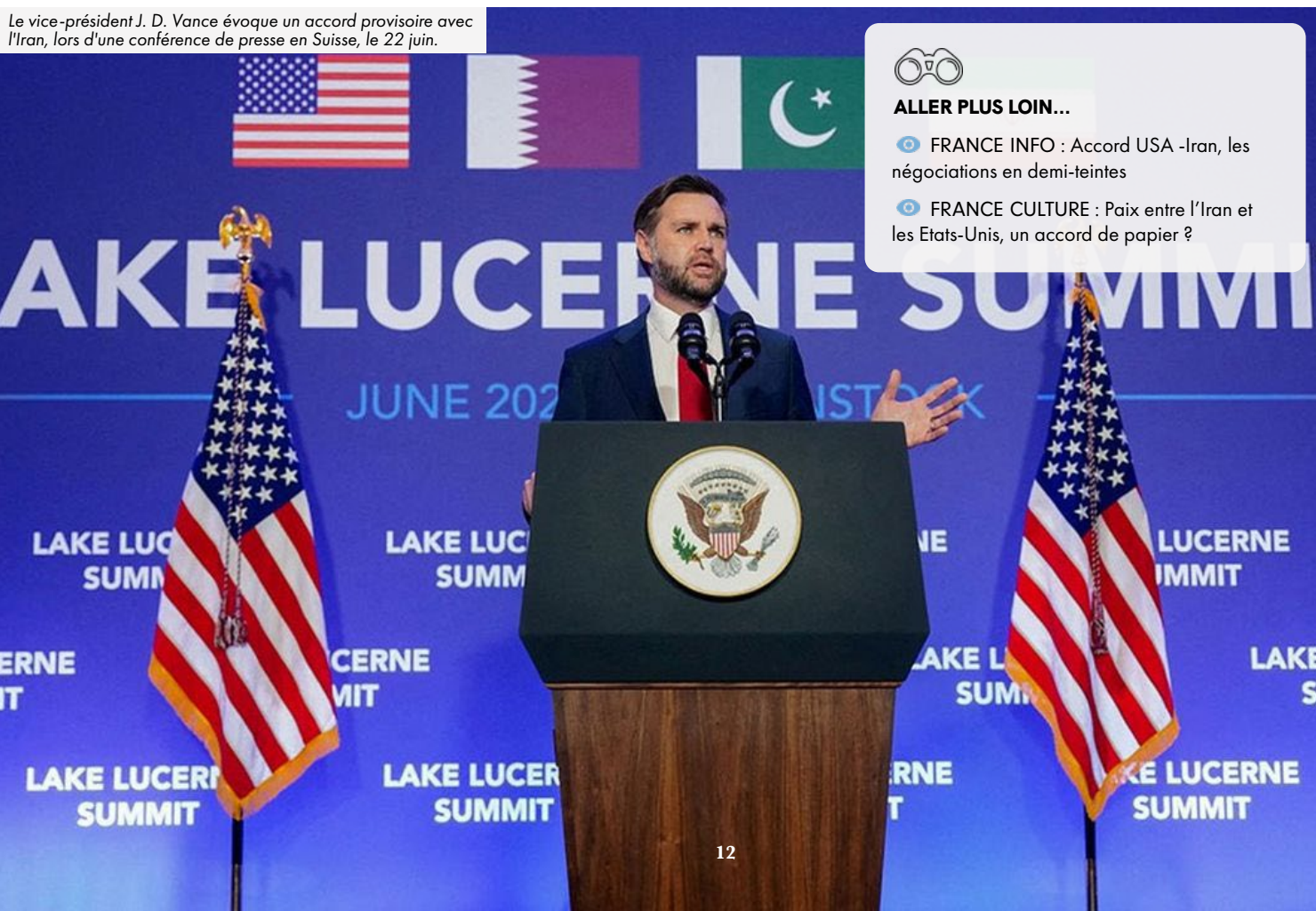
Parallèlement, plusieurs puissances asiatiques accroissent progressivement leur présence diplomatique, économique et navale dans la région. Leur objectif n'est pas d'intervenir directement dans les rivalités locales, mais de sécuriser les routes commerciales dont dépend leur croissance économique.

L'accord de juin 2026 met fin à une guerre sans mettre fin à la rivalité. Les causes profondes de la confrontation demeurent intactes et continueront probablement d'alimenter les tensions au cours des prochaines années. Plus largement, cet épisode illustre une constante des relations internationales : les accords de paix mettent souvent un terme aux combats avant de résoudre les conflits. Ils permettent de suspendre la violence, de créer des mécanismes de dialogue et de réduire les risques d'escalade, sans pour autant faire disparaître les divergences stratégiques.

La stabilité du Golfe dépendra désormais moins du texte signé que de la capacité des différents acteurs à construire progressivement un nouvel équilibre régional. Celui-ci reposera nécessairement sur une combinaison de dissuasion militaire, de dialogue diplomatique, d'interdépendance économique et de reconnaissance mutuelle des intérêts stratégiques.

En définitive, cette crise rappelle que le Moyen-Orient demeure l'un des principaux laboratoires de la géopolitique contemporaine. Les rivalités qui s'y jouent dépassent largement les frontières de la région : elles influencent les marchés énergétiques, les stratégies des grandes puissances, la prolifération nucléaire et, plus largement, l'équilibre du système international. ♦

Le vice-président J. D. Vance évoque un accord provisoire avec l'Iran, lors d'une conférence de presse en Suisse, le 22 juin.





ALLER PLUS LOIN...

LE HUFF : La montée de l'extrême droite en Amérique Latine n'assure pas à Trump des alliés solides.

À gauche, derrière une vitre pare-balles, Abelardo de la Espriella, candidat du mouvement Defensores, s'adresse à ses partisans le soir de sa victoire lors de l'élection présidentielle en Colombie. À droite, Keiko Fujimori, candidate d'extrême droite, élue présidente du Pérou le 14 juin 2026.

COLOMBIE / PÉROU : LES DROITES RADICALES GAGNENT DU TERRAIN EN AMÉRIQUE DU SUD

Les élections présidentielles organisées au Pérou et en Colombie en juin 2026 pourraient marquer un tournant politique pour l'Amérique latine. Dans les deux pays, des candidats de droite très affirmés se sont imposés au terme de campagnes particulièrement polarisées, face à des adversaires de gauche. Au Pérou, Keiko Fujimori est parvenue à remporter l'élection après trois tentatives infructueuses. En Colombie, Abelardo de la Espriella met un terme au mandat de Gustavo Petro, premier président de gauche de l'histoire récente du pays.

Dans les deux cas, la victoire s'est jouée à quelques dizaines de milliers de voix seulement. Ces scrutins illustrent moins une adhésion massive à un projet politique qu'une fracture profonde des sociétés latino-américaines. Ils mettent également en lumière un phénomène relativement nouveau : le poids grandissant des diasporas. Les votes des citoyens installés à l'étranger ont contribué de manière décisive à départager les candidats, confirmant que la vie politique latino-américaine ne se joue plus uniquement à l'intérieur des frontières nationales.

Ces élections soulèvent une question plus large : l'Amérique

latine connaît-elle un véritable retour des droites radicales ou assiste-t-on simplement à une nouvelle alternance politique ? Pour y répondre, il faut dépasser la lecture strictement électorale et analyser les transformations économiques, sociales et géopolitiques qui traversent le continent.

La fin d'un cycle politique

Depuis le début du XXI^e siècle, l'Amérique latine a connu plusieurs alternances idéologiques. Les années 2000 avaient été dominées par la « vague rose », qui avait porté au pouvoir des gouvernements de gauche au Venezuela, au Brésil, en Bolivie, en Équateur, en Argentine ou encore en Uruguay. Ces dirigeants promettaient une redistribution des richesses, un rôle accru de l'État et une plus grande autonomie vis-à-vis des États-Unis.

Ce modèle a bénéficié d'un contexte économique exceptionnel. Les cours élevés du pétrole, du cuivre, du soja ou encore du minerai de fer ont permis de financer d'ambitieuses politiques

sociales. Des millions de Latino-Américains sont sortis de la pauvreté. Mais ce cycle s'est progressivement essoufflé. Le ralentissement de l'économie mondiale, la baisse des prix des matières premières, les difficultés budgétaires et plusieurs scandales de corruption ont fragilisé ces gouvernements. Une nouvelle alternance s'est alors amorcée, avant que plusieurs forces de gauche ne reviennent au pouvoir au début des années 2020.

Les élections de 2026 semblent ouvrir une nouvelle séquence. Cette fois, ce n'est plus seulement l'économie qui domine les campagnes électorales. La sécurité, l'autorité de l'État et la lutte contre le crime organisé occupent désormais le premier plan.

La Colombie : le désenchantement après l'expérience Petro

L'élection colombienne constitue sans doute le symbole le plus fort de cette recomposition.

Lorsque Gustavo Petro est élu en 2022, il incarne une rupture historique. Pour la première fois, la gauche accède à la présidence dans un pays longtemps marqué par le conflit armé et par une tradition politique conservatrice. Son ambition est considérable : réduire les inégalités, accélérer la transition énergétique et surtout parvenir à une « paix totale » en négociant avec les différents groupes armés encore présents sur le territoire. Le projet se heurte toutefois à plusieurs réalités.

Les dissidences des anciennes FARC poursuivent leurs activités dans plusieurs régions. L'ELN reste actif. Les organisations criminelles liées au narcotrafic continuent d'étendre leur influence. Dans de nombreuses zones rurales, l'État demeure insuffisamment présent pour garantir la sécurité des populations. Une partie croissante de l'opinion publique finit par considérer que les négociations ne produisent pas les résultats espérés. Les enlèvements, les extorsions et les violences persistent. La promesse de paix semble s'éloigner.

C'est sur ce constat qu'Abelardo de la Espriella construit sa campagne. Son discours est simple : restaurer l'autorité de l'État, renforcer les forces de sécurité, durcir la réponse pénale et mettre fin à ce qu'il présente comme une politique de concessions envers les groupes armés. Sa victoire traduit moins une adhésion unanime à son projet qu'une lassitude d'une partie de la population face à l'insécurité.

Le Pérou : la stabilité plutôt que l'alternance permanente

Le Pérou connaît une crise différente, mais tout aussi profonde. Depuis plusieurs années, le pays enchaîne les présidents, les procédures de destitution et les crises institutionnelles. Les gouvernements se succèdent sans parvenir à restaurer une véritable stabilité politique. Cette instabilité nourrit

un sentiment de défiance généralisée envers les institutions. Dans ce contexte, Keiko Fujimori réussit enfin à accéder à la présidence après plusieurs échecs successifs.

Sa campagne a reposé sur trois piliers : rétablir l'ordre public, relancer l'économie et restaurer la stabilité institutionnelle. Comme en Colombie, la sécurité occupe une place centrale. Les préoccupations liées aux extorsions, aux trafics et aux organisations criminelles dominent les débats.

Sa victoire extrêmement serrée montre cependant que le pays demeure profondément divisé. Le fujimorisme conserve un fort potentiel électoral, mais il continue également de susciter une forte opposition en raison de l'héritage laissé par Alberto Fujimori.

Le rôle déterminant des diasporas

L'un des enseignements majeurs de ces deux élections réside dans l'influence grandissante des électeurs vivant à l'étranger.

Longtemps considérées comme des acteurs périphériques de la vie politique nationale, les diasporas jouent désormais un rôle décisif dans plusieurs scrutins latino-américains. Les millions de Colombiens et de Péruviens installés aux États-Unis, en Espagne, au Chili ou dans d'autres pays continuent de voter et participent pleinement aux choix politiques de leur pays d'origine.

Dans les deux élections, leur mobilisation a contribué à faire pencher le résultat en faveur des candidats de droite. Ce phénomène révèle une évolution importante. Les migrations ne produisent plus seulement des transferts financiers vers les familles restées au pays ; elles créent également des communautés transnationales capables d'influencer directement les équilibres politiques nationaux. Cette évolution pose plusieurs questions. Les électeurs vivant à l'étranger partagent-ils les mêmes priorités que ceux qui résident quotidiennement dans leur pays d'origine ? Leur perception de l'insécurité, de l'économie ou des politiques publiques est-elle différente ? Ces interrogations devraient occuper une place croissante dans les débats démocratiques latino-américains.

Donald Trump, une référence politique plus qu'un acteur direct. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche constitue un élément important du contexte régional. Sans intervenir directement dans les campagnes nationales, son discours exerce une influence idéologique sur plusieurs responsables politiques latino-américains. Les thèmes de la lutte contre l'immigration irrégulière, du renforcement des frontières, de la fermeté face au crime organisé et de la défense des valeurs conservatrices trouvent un écho dans plusieurs pays de la région. Pour autant, il serait réducteur d'expliquer les résultats colombiens et péruviens par la seule influence américaine. Les causes de ces alternances sont d'abord internes. Elles tiennent à la dégradation de la

sécurité, aux difficultés économiques, à la lassitude des électeurs et à la faiblesse persistante des institutions publiques.

Le « facteur Trump » agit davantage comme un accélérateur que comme une cause première. Il offre un cadre idéologique et une légitimité internationale à certains discours politiques déjà présents en Amérique latine.

Une droite portée par la demande d'autorité

Les élections de 2026 montrent que la sécurité est devenue le principal déterminant du vote dans une grande partie du continent. Le crime organisé ne constitue plus seulement une question policière. Dans plusieurs pays, il concurrence directement l'État, contrôle certains territoires, infiltre les institutions et influence l'économie locale. Face à cette réalité, les promesses de fermeté rencontrent un écho grandissant. Cette évolution ne signifie pas que les sociétés latino-américaines rejettent les politiques sociales ou les préoccupations environnementales. Elle traduit plutôt une hiérarchie nouvelle des priorités. Pour de nombreux électeurs, aucune réforme économique ou sociale ne peut réussir si l'État ne parvient plus à assurer sa fonction la plus fondamentale : garantir la sécurité.

Les élections colombienne et péruvienne de 2026 marquent probablement l'ouverture d'un nouveau cycle politique en Amérique latine. Elles confirment la progression de candidats de droite qui fondent leur légitimité sur la promesse de restaurer l'autorité de l'État, de lutter plus efficacement contre la criminalité et de rétablir la stabilité institutionnelle.

Pour autant, il serait prématuré de conclure à un basculement durable du continent vers les droites radicales. Les marges de victoire demeurent extrêmement faibles et les sociétés restent profondément polarisées. Les gouvernements issus de ces scrutins devront rapidement démontrer leur capacité à produire des résultats concrets. À défaut, l'Amérique latine pourrait connaître une nouvelle alternance lors des prochains cycles électoraux.

Plus qu'un affrontement idéologique entre gauche et droite, les élections de 2026 rappellent que le principal défi de la région est désormais celui de la gouvernabilité. Les électeurs attendent moins des promesses que des résultats. Ils jugeront les nouveaux dirigeants sur leur capacité à restaurer la sécurité, relancer l'économie et renforcer des institutions démocratiques durablement fragilisées. ♦



ALBANIE : LA RÉVOLTE DES FLAMANTS ROSES, OU LA CONTESTATION DES NOUVELLES FORMES D'INFLUENCE AMÉRICAINE

Depuis le début du mois de juin 2026, un mouvement citoyen inédit secoue l'Albanie. Né de l'opposition à un vaste projet immobilier porté par Jared Kushner sur l'île de Sazan et dans la lagune de Vjosa-Narta, il dépasse désormais largement la simple contestation environnementale. Ce qui apparaissait au départ comme un conflit local est rapidement devenu un débat national sur la souveraineté, la transparence politique et le modèle de développement du pays.

Le mouvement, baptisé « Révolution des flamants roses », constitue un phénomène politique particulièrement intéressant. Dans un pays historiquement considéré comme l'un des plus pro-américains d'Europe, une partie de la jeunesse remet en cause

non pas l'alliance avec Washington, mais une certaine manière dont les intérêts privés américains peuvent désormais influencer les décisions politiques nationales. Derrière les manifestations pacifiques se dessinent ainsi des interrogations beaucoup plus larges sur la mondialisation, la protection des biens communs et les nouvelles formes d'exercice de la puissance.

Un projet immobilier devenu affaire d'État

À l'origine de la crise, se trouve un projet touristique d'une ampleur exceptionnelle. Jared Kushner, gendre de Donald Trump, souhaite développer deux complexes de luxe :

l'un sur l'île de Sazan, ancienne base militaire située à l'entrée de la baie de Vlora, l'autre dans la zone naturelle protégée de Zvernec, au cœur du parc de Vjosa-Narta. L'investissement annoncé se chiffre à plusieurs milliards d'euros et comprend hôtels, villas de prestige, marinas et infrastructures touristiques destinées à une clientèle internationale.

Pour le gouvernement du Premier ministre Edi Rama, cette opération représente une opportunité majeure. L'Albanie cherche depuis plusieurs années à accélérer son développement touristique afin de diversifier une économie encore fragile. Son littoral, longtemps resté à l'écart des grands flux internationaux, attire désormais de nombreux investisseurs séduits par des paysages préservés et un foncier encore relativement accessible. Cependant, ce projet soulève rapidement plusieurs interrogations. Les procédures ayant permis son attribution apparaissent particulièrement rapides. Le statut d'« investisseur stratégique » accordé à la société liée à Jared Kushner permet notamment d'accélérer les démarches administratives. Cette célérité contraste avec les difficultés rencontrées depuis des années par de nombreux propriétaires locaux confrontés à des procédures foncières complexes. Cette différence de traitement nourrit rapidement les accusations de favoritisme.

Parallèlement, le parquet anticorruption albanais ouvre une enquête portant notamment sur les modifications législatives ayant réduit certaines protections environnementales ainsi que sur les conditions d'acquisition de plusieurs terrains concernés par le projet.

Pour comprendre la portée symbolique de cette contestation, il faut revenir sur l'histoire particulière des relations entre Tirana et Washington.

L'Albanie entretient depuis plus d'un siècle un lien privilégié avec les États-Unis. Dès la Conférence de paix de Paris de 1919, le président Woodrow Wilson s'était opposé au démembrement du jeune État albanais. Cette position demeure profondément ancrée dans la mémoire collective. Après la Seconde Guerre mondiale, le régime communiste d'Enver Hoxha isole totalement le pays pendant près d'un demi-siècle. Dans cette Albanie fermée sur elle-même, l'Amérique devient le symbole de la liberté et de l'ouverture sur le monde.

Après la chute du communisme en 1991, ce rapprochement s'accélère encore. L'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999, puis l'adhésion de l'Albanie à l'Alliance atlantique en 2009, renforcent considérablement cette proximité. Les États-Unis sont longtemps apparus comme les principaux garants de la sécurité régionale et du développement démocratique du pays.

C'est précisément cette histoire qui rend la mobilisation actuelle remarquable. Les manifestants ne contestent pas l'alliance stratégique avec Washington. Ils dénoncent davantage la confusion entre puissance politique, intérêts privés et décisions publiques.

Une contestation qui dépasse l'environnement

Les premières critiques portent naturellement sur la protection des espaces naturels.

La lagune de Vjosa-Narta constitue l'un des principaux refuges méditerranéens pour plusieurs espèces protégées, notamment le flamant rose, devenu rapidement le symbole du mouvement. Les ONG environnementales alertent également sur les risques pesant sur le phoque moine, la tortue caouanne ou encore le pélican dalmate. Mais très vite, la mobilisation prend une dimension politique. Les manifestants expliquent qu'ils ne sont pas hostiles aux investissements étrangers. Ils demandent simplement que ceux-ci respectent les mêmes règles que celles imposées aux citoyens albanais. Pourquoi certaines procédures sont-elles accélérées ? Pourquoi modifier des lois protégeant des espaces naturels ? Pourquoi un projet de cette ampleur est-il décidé avec aussi peu de transparence ?

Ces interrogations traduisent une inquiétude plus profonde : celle d'un État qui semblerait parfois davantage au service d'investisseurs puissants qu'au service de ses propres citoyens.

La naissance de la « Révolution des flamants roses »

À partir du 1er juin 2026, des rassemblements quotidiens se multiplient à Tirana avant de gagner plusieurs autres villes albanaises ainsi que les principales communautés de la diaspora, notamment en Grèce, au Royaume-Uni ou en Italie. Le choix du flamant rose comme emblème est révélateur. L'oiseau, directement menacé par le projet immobilier selon les associations environnementales, devient progressivement le symbole de la défense du patrimoine national.

Contrairement à de nombreux mouvements de contestation récents, les manifestations revendiquent un caractère résolument pacifique. Les familles participent aux cortèges, les enfants distribuent des fleurs aux policiers et les slogans privilégient souvent l'humour plutôt que l'affrontement. Le mouvement se développe principalement grâce aux réseaux sociaux. Instagram, TikTok et les plateformes vidéo permettent une diffusion extrêmement rapide des images des manifestations. De nombreuses influenceuses, auparavant spécialisées dans les domaines de la mode ou de la cuisine, deviennent des relais politiques inattendus.

Cette dimension numérique contribue largement au succès du mouvement, qui parvient à mobiliser bien au-delà des clivages politiques traditionnels.

Le slogan « L'Albanie n'est pas à vendre » résume cette transformation. Il ne s'agit plus seulement de défendre une réserve naturelle, mais de dénoncer un système politique jugé opaque, marqué par la corruption et la proximité entre les élites politiques et certains intérêts économiques.

Les jeunes manifestants reprochent aussi bien au gouvernement qu'à l'opposition d'avoir installé, depuis plus de trente ans, un système politique incapable de garantir une véritable transparence dans les décisions publiques. Ils réclament davantage de démocratie, des institutions plus efficaces, un véritable État de droit et la fin des privilèges accordés à certains investisseurs.

Le caractère générationnel du mouvement est frappant. Beaucoup de ces jeunes ont grandi dans une Albanie ouverte sur le monde, membre de l'OTAN et candidate à l'Union européenne. Ils ne revendiquent pas une révolution idéologique, mais souhaitent simplement que leur pays fonctionne selon les standards démocratiques européens auxquels ils aspirent.

Les nouvelles formes de l'influence américaine

Au-delà du cas albanais, cette affaire illustre une évolution plus profonde des relations internationales. Pendant longtemps, l'influence américaine s'exerçait principalement par des instruments diplomatiques, militaires ou économiques classiques. Aujourd'hui, elle passe également par de grands investisseurs privés dont les projets peuvent avoir des conséquences politiques majeures.

Le cas Kushner montre comment des acteurs économiques proches du pouvoir américain peuvent devenir eux-mêmes des vecteurs d'influence internationale. Sans intervention directe de Washington, un projet immobilier porté par une personnalité liée à la présidence américaine suffit à provoquer une crise politique dans un pays allié. Cette évolution brouille les frontières entre intérêts publics et intérêts privés. Les gouvernements partenaires doivent désormais gérer non seulement leurs relations avec les États-Unis, mais aussi avec des investisseurs capables de peser sur leurs choix politiques et leur développement économique.

Par ailleurs, candidate à l'adhésion, l'Albanie est engagée dans un long processus de rapprochement avec Bruxelles. Or, les exigences européennes portent précisément sur le renforcement de l'État de droit, la lutte contre la corruption, l'indépendance de la justice et la transparence administrative. Le mouvement des flamants roses reprend largement ces thèmes. En ce sens, il ne remet pas en cause l'ouverture internationale du pays ; il réclame au contraire une intégration plus cohérente aux standards démocratiques européens.

L'affaire pourrait ainsi constituer un test pour les institutions européennes, appelées à arbitrer entre leur soutien au développement économique de l'Albanie et leur exigence de respect des principes de gouvernance.

La « Révolution des flamants roses » dépasse largement la contestation d'un projet immobilier. Elle révèle l'émergence d'une nouvelle génération albanaise, attachée à son patrimoine naturel mais aussi à la transparence démocratique et à la souveraineté des décisions publiques.

Elle montre également que les formes contemporaines de la puissance évoluent. Les grands projets d'investissement, lorsqu'ils impliquent des personnalités proches du pouvoir politique américain, deviennent des objets géopolitiques à part entière. Ils interrogent les rapports entre capitaux privés, influence internationale et souveraineté des États.

Enfin, ce mouvement rappelle qu'un pays profondément atlantiste peut demeurer un allié fidèle des États-Unis tout en contestant certaines pratiques associées aux nouvelles élites économiques américaines. Derrière les flamants roses, ce n'est donc pas l'Amérique qui est rejetée, mais une certaine conception de la mondialisation, où les intérêts privés semblent parfois l'emporter sur l'intérêt général. ♦



ALLER PLUS LOIN...

- ARTE.TV : Albanie, la « révolution des flamants roses »
- LE MONDE : Qu'est-ce que la révolution des flamants roses ?

Des manifestants brandissent des pancartes en forme de flamants roses, sur lesquelles on peut lire "l'Albanie n'est pas à vendre", le 27 juin à Tirana. La cession d'une zone naturelle à la famille Trump, qui projette d'y bâtir un hôtel, provoque une vague de colère populaire.

EUROPE : UNE CANICULE HISTORIQUE, SYMPTÔME D'UN CONTINENT CONFRONTÉ AU DÉFI CLIMATIQUE

Le mois de juin 2026 restera probablement comme l'un des épisodes climatiques les plus marquants qu'ait connus l'Europe depuis le début des relevés météorologiques modernes. Des records de température ont été battus dans plusieurs pays, avec des pointes dépassant localement les 40 °C en Espagne, au Portugal, en Italie ou dans les Balkans. La France a, quant à elle, enregistré le mois de juin le plus chaud de son histoire, confirmant une accélération des épisodes de chaleur extrême sur le continent.

Mais réduire cette canicule à une simple anomalie météorologique serait une erreur. Les vagues de chaleur constituent désormais un véritable enjeu géopolitique. Elles mettent à l'épreuve les infrastructures énergétiques, fragilisent les systèmes de santé, affectent les productions agricoles, aggravent le risque d'incendies et interrogent la capacité des États européens à s'adapter à un climat qui évolue plus rapidement que prévu.

La canicule de juin 2026 rappelle ainsi que le changement climatique n'est plus seulement une question environnementale : il devient un défi économique, social, politique et stratégique.

Une vague de chaleur d'une ampleur exceptionnelle

L'ensemble du continent européen a été concerné par cet épisode caniculaire. De la péninsule ibérique jusqu'à l'Europe centrale, les températures se sont maintenues pendant plusieurs jours à des niveaux exceptionnellement élevés. En Espagne et au Portugal, plusieurs stations météorologiques ont enregistré des températures supérieures à 40 °C dès la seconde quinzaine du mois de juin. L'Italie, la Grèce et plusieurs pays des Balkans ont également connu des records précoces, alors que de telles valeurs étaient jusqu'ici davantage observées au cœur de l'été.

En France, les météorologues ont confirmé que juin 2026 constituait le mois de juin le plus chaud jamais mesuré. Cette précocité est particulièrement remarquable. Habituellement, les vagues de chaleur les plus intenses surviennent entre la mi-juillet et la mi-août. Cette année, elles se sont installées plusieurs semaines plus tôt, allongeant considérablement la durée de l'exposition des populations aux fortes chaleurs. Au-delà des records quotidiens, c'est surtout la persistance des températures élevées, y compris durant la nuit, qui a marqué cet épisode. Dans de nombreuses villes, le mercure n'est jamais redescendu sous les 25 °C, empêchant les bâtiments de se refroidir naturellement et augmentant fortement les risques sanitaires.

Pourquoi l'Europe se réchauffe-t-elle plus vite ?

Cette canicule soulève une question essentielle : pourquoi l'Europe semble-t-elle particulièrement exposée aux épisodes de chaleur extrême ? Le réchauffement climatique ne se traduit pas uniquement par une augmentation progressive des températures moyennes. Il modifie également la fréquence, l'intensité et la durée des événements météorologiques extrêmes. L'Europe est aujourd'hui l'un des continents qui se réchauffent le plus rapidement. Plusieurs facteurs expliquent cette situation. Tout d'abord, la mer Méditerranée constitue un véritable « point chaud » du changement climatique. Sa température augmente plus rapidement que celle des océans, ce qui favorise la formation de masses d'air particulièrement chaudes sur l'Europe méridionale. Ensuite, les périodes de sécheresse deviennent plus longues. Des sols asséchés évaporent moins d'eau. Or, cette évaporation joue normalement un rôle de climatiseur naturel. En son absence, une plus grande partie de l'énergie solaire sert directement à réchauffer l'air.

Enfin, les phénomènes de blocage atmosphérique semblent devenir plus fréquents. Des systèmes de haute pression persistent plusieurs jours, voire plusieurs semaines, empêchant les perturbations océaniques plus fraîches de pénétrer sur le continent. Ces différents mécanismes se renforcent mutuellement et contribuent à amplifier les vagues de chaleur.

Les incendies : une menace devenue permanente

La chaleur exceptionnelle s'est rapidement accompagnée d'une recrudescence des incendies.

Les régions méditerranéennes restent naturellement les plus exposées, mais le phénomène tend désormais à s'étendre vers des territoires jusqu'alors relativement épargnés. Les températures élevées, la sécheresse de la végétation et les vents favorisent une propagation extrêmement rapide des feux. Dans certains secteurs, les services de secours doivent faire face simultanément à plusieurs dizaines d'incendies. Cette évolution transforme progressivement les doctrines de lutte contre les feux de forêt. Longtemps considérés comme des catastrophes saisonnières, les incendies deviennent désormais un risque structurel auquel les États doivent se préparer toute l'année. Les flottes de bombardiers d'eau sont renforcées, les coopérations européennes se multiplient et les systèmes de surveillance par satellites ou drones se développent rapidement. L'Union européenne elle-même renforce progressivement ses capacités communes de protection civile afin de mutualiser les moyens

d'intervention lorsque plusieurs pays sont touchés simultanément.

Des réseaux électriques sous tension

L'une des conséquences les moins visibles de cette canicule concerne les infrastructures énergétiques. Lorsque les températures dépassent durablement les 35 °C, la consommation d'électricité augmente fortement. Les climatiseurs, ventilateurs et systèmes de refroidissement fonctionnent en permanence, provoquant des pics de demande. Paradoxalement, la production d'électricité peut, dans le même temps, être affectée. Les centrales nucléaires, qui utilisent les fleuves pour leur refroidissement, doivent parfois réduire leur puissance lorsque les températures de l'eau deviennent trop élevées afin de respecter les normes environnementales.

Les barrages hydroélectriques souffrent, quant à eux, de la diminution des débits des cours d'eau. Certaines installations fonctionnent alors en dessous de leur capacité normale. Même les lignes électriques voient leurs performances diminuer sous l'effet de la chaleur. Les câbles se dilatent, augmentant les risques d'incidents sur certains réseaux. Cette combinaison entre hausse de la consommation et baisse potentielle de la production constitue un défi majeur pour les gestionnaires des réseaux européens. Elle rappelle que l'adaptation au

changement climatique ne concerne pas uniquement les politiques environnementales, mais également les infrastructures critiques.

Une crise sanitaire silencieuse

Contrairement aux catastrophes naturelles spectaculaires, les canicules provoquent des victimes de manière beaucoup plus discrète. Les décès sont rarement directement attribués à la chaleur. Ils résultent le plus souvent d'une aggravation de pathologies préexistantes : insuffisances cardiaques, maladies respiratoires, accidents vasculaires cérébraux ou déshydratation. Les personnes âgées demeurent les premières victimes. Leur organisme régule moins efficacement la température corporelle et elles ressentent parfois moins la sensation de soif. Les nourrissons, les personnes souffrant de maladies chroniques ainsi que les travailleurs exposés à l'extérieur figurent également parmi les populations les plus vulnérables. Au total, plusieurs centaines de décès liés à la chaleur ont été enregistrés à travers l'Europe au cours du seul mois de juin.

Ces chiffres rappellent que les vagues de chaleur constituent désormais l'un des phénomènes météorologiques les plus meurtriers du continent.



ALLER PLUS LOIN...

- FRANCE 24 : La canicule s'étend partout en Europe
- ARTE : Les raisons des canicules

LA CARTE DU JOUR

Une vague de chaleur européenne

Quelle température maximale attendue par pays ?



L'agriculture face à un nouveau climat

Les conséquences économiques de cette canicule touchent également le secteur agricole.

Les cultures céréalières ont souffert de la combinaison entre fortes températures et déficit hydrique. Certaines récoltes ont dû être avancées afin de limiter les pertes. Les viticulteurs observent eux aussi des modifications importantes. Les vendanges deviennent de plus en plus précoces, modifiant progressivement les caractéristiques des vins produits dans plusieurs régions européennes. L'élevage est également concerné. Les fortes chaleurs réduisent la production laitière, ralentissent la croissance des animaux et augmentent les besoins en eau.

À long terme, ces évolutions interrogent la géographie agricole européenne. Certaines productions pourraient progressivement remonter vers le nord du continent tandis que plusieurs régions méditerranéennes devront adapter leurs pratiques culturelles. Le changement climatique devient ainsi un facteur majeur de transformation des économies rurales.

Un défi politique européen

Au-delà des aspects climatiques, cette canicule pose une question fondamentale aux responsables politiques européens. Les États disposent aujourd'hui de plans de gestion des crises, de dispositifs d'alerte sanitaire et de mécanismes de solidarité. Mais ces outils ont été conçus pour faire face à des

événements exceptionnels. Or, les vagues de chaleur tendent progressivement à devenir la norme. Cette évolution impose un changement de paradigme. Il ne s'agit plus uniquement de gérer des crises ponctuelles, mais d'adapter durablement les infrastructures, les villes, les systèmes énergétiques et les politiques de santé à un climat différent. Autrement dit, l'adaptation devient aussi importante que l'atténuation du changement climatique.

La canicule de juin 2026 constitue un signal d'alerte pour l'ensemble de l'Europe. Les records de température, les incendies, les tensions sur les réseaux électriques et les centaines de décès observés au cours de cet épisode montrent que le changement climatique affecte désormais directement le fonctionnement des sociétés européennes.

Cette crise rappelle également que les conséquences du réchauffement dépassent largement la seule question environnementale. Elles concernent l'énergie, l'agriculture, les transports, la santé publique, la sécurité civile et l'aménagement des territoires.

Pour les États européens, l'enjeu ne consiste plus seulement à limiter le réchauffement futur. Il est désormais d'adapter des sociétés entières à un climat qui change déjà. Cette adaptation nécessitera des investissements considérables, une coopération renforcée entre les États membres et une réflexion profonde sur les modèles de développement. Plus qu'une anomalie météorologique, la canicule de juin 2026 marque peut-être l'entrée de l'Europe dans une nouvelle réalité climatique. ♦



ROYAUME-UNI : DÉMISSION DE KEIR STARMER, ANATOMIE D'UN EFFONDREMENT POLITIQUE

Le 22 juin 2026, Keir Starmer annonçait sa démission de la direction du Parti travailliste et, à terme, de son poste de Premier ministre du Royaume-Uni. L'annonce a surpris par sa soudaineté, moins de deux ans après la victoire très large du Labour aux élections législatives de juillet 2024. Pourtant, à y regarder de plus près, cette chute s'inscrit dans une dynamique d'usure accélérée du pouvoir. En vingt-deux mois, le gouvernement travailliste aura été confronté à une succession de crises : scandales personnels, revirements de

ligne, défaites électorales, tensions ministérielles et contestation interne. L'ensemble a fini par rendre la position de Keir Starmer politiquement intenable.

Cet épisode ne relève pas seulement de la chronique parlementaire britannique. Il permet d'interroger la fragilité d'un mandat électoral dans un régime parlementaire majoritaire, le poids des rapports de force internes aux partis, mais aussi la difficulté croissante des grands partis de gouvernement à

conserver leur autorité dans un paysage électoral de plus en plus fragmenté.

Le paradoxe initial est frappant. En 2024, le Parti travailliste avait remporté une majorité considérable de 172 sièges à la Chambre des communes, mettant fin à quatorze années de gouvernements conservateurs. Sur le papier, Keir Starmer disposait donc d'une marge de manœuvre exceptionnelle. Mais cette victoire parlementaire reposait sur une base électorale plus étroite qu'il n'y paraissait. La part du vote populaire obtenue par le Labour était faible au regard de l'ampleur de sa majorité en sièges.

Ce décalage illustre l'un des effets classiques du scrutin majoritaire à un tour : un parti peut obtenir une majorité écrasante à la Chambre des communes sans bénéficier d'un soutien massif dans l'ensemble du pays. Dans un contexte de dispersion du vote entre plusieurs forces — progression de Reform UK, maintien des Verts, reconfigurations territoriales en Écosse et au pays de Galles — une majorité parlementaire peut ainsi masquer une adhésion électorale fragile.

Cette fragilité de départ a rendu le gouvernement particulièrement vulnérable à l'érosion de la confiance. La popularité de Keir Starmer, légèrement positive au moment de son arrivée au pouvoir, s'est rapidement effondrée. Dès novembre 2025, sa cote nette atteignait environ -46 %, le plaçant parmi les Premiers ministres les plus impopulaires de la période contemporaine britannique. La comparaison avec Liz Truss, fréquemment évoquée dans la presse, a progressivement installé l'idée d'un chef de gouvernement durablement affaibli. La chute de Keir Starmer ne tient pas à un seul événement. Elle résulte plutôt d'un enchaînement d'épisodes qui, pris isolément, auraient pu être surmontés, mais qui, cumulés, ont créé une crise de confiance générale. La première affaire majeure concerne Peter Mandelson, nommé ambassadeur du Royaume-Uni aux États-Unis malgré ses liens documentés avec Jeffrey Epstein. Son arrestation, après la révélation d'un transfert de documents confidentiels à Epstein en 2009, a plongé le gouvernement dans l'embarras. En qualifiant lui-même Mandelson de « traître » devant la Chambre des communes, Starmer reconnaissait implicitement une erreur de jugement au sommet de l'État.

La démission d'Angela Rayner, vice-Première ministre, en septembre 2025, a constitué un autre coup dur. Mise en cause pour une affaire d'impôts sous-payés, elle représentait une figure importante de l'aile gauche du Labour. Son départ a privé Starmer d'un relais interne précieux, au moment même où son autorité commençait à être contestée.

Les défaites électorales ont ensuite accéléré la crise. Aux élections locales de mai 2026, le Labour a perdu 35 conseils et près de 1 500 conseillers, un résultat désastreux pour un parti arrivé au pouvoir moins de deux ans plus tôt. Plus symbolique encore, la fin d'un siècle de domination travailliste au Pays de Galles, lors des élections galloises de 2026, a marqué

l'effondrement d'un bastion historique.

À ces revers, s'ajoutent les révoltes ministérielles de juin 2026. Le secrétaire à la Défense John Healey, puis le ministre des Forces armées Al Carns, ont quitté le gouvernement sur fond de désaccords autour du plan d'investissement dans la défense. Ces départs ont donné l'image d'un exécutif divisé sur des choix stratégiques essentiels.

Le gouvernement a également été fragilisé par plusieurs revirements de politiques publiques, notamment sur les aides au chauffage hivernal, la hausse des cotisations sociales et les dépenses sociales. Ces hésitations ont nourri l'image d'un pouvoir indécis, incapable de fixer une ligne claire entre discipline budgétaire, protection sociale et réponse au mécontentement populaire.

Enfin, l'épisode Andy Burnham a cristallisé les tensions internes. En janvier 2026, le comité exécutif national du Labour avait bloqué sa candidature à l'élection partielle de Gorton and Denton, décision largement perçue comme une manœuvre destinée à écarter un rival populaire. Cette stratégie s'est retournée contre la direction du parti lorsque le siège a été remporté par les Verts, le Labour terminant troisième.

L'accumulation de ces crises a fini par produire un effet de saturation. Plus de cent députés travaillistes, soit près d'un quart du groupe parlementaire, ont publiquement demandé le départ de Keir Starmer. Dans le système britannique, il n'existe pas de procédure simple de destitution du Premier ministre comparable à celle que l'on peut trouver dans d'autres régimes. Mais la pression du groupe parlementaire, relayée par les médias, les sondages et les défaites électorales, peut devenir irrésistible. C'est précisément ce qui s'est produit.

La chute de Starmer doit enfin être replacée dans un contexte plus vaste. Reform UK, dirigé par Nigel Farage, progresse fortement dans les sondages, porté par un discours anti-immigration, une dénonciation des élites et une exploitation du mécontentement lié au coût de la vie. Le Parti conservateur, affaibli par ses années de pouvoir, peine quant à lui à redevenir une force centrale. Le Labour se trouve donc pris en étau entre une droite populiste en progression, des Verts plus attractifs dans certains territoires et une base sociale travailliste de plus en plus divisée.

Cette situation traduit l'affaiblissement des grands partis de gouvernement. Le Royaume-Uni s'apprête à connaître son septième Premier ministre en dix ans, un rythme inédit dans son histoire contemporaine. Le système parlementaire britannique, longtemps présenté comme stable, apparaît désormais traversé par une instabilité profonde.

Les conséquences dépassent le cadre intérieur. L'incertitude sur la succession travailliste a conduit la Commission européenne à réévaluer la tenue du sommet UE-Royaume-Uni prévu le 22

juillet à Bruxelles, dix ans après le référendum sur le Brexit. La crise de leadership à Londres pèse donc aussi sur les relations extérieures du pays.

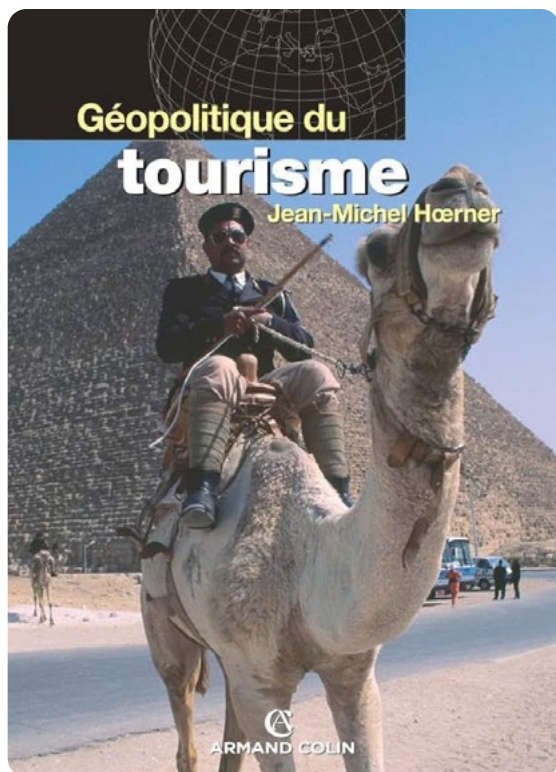
La démission de Keir Starmer révèle ainsi les limites d'une victoire électorale, apparemment massive, mais politiquement fragile. Elle montre qu'une majorité parlementaire ne suffit pas à garantir l'autorité d'un chef de gouvernement lorsque la confiance

populaire, ministérielle et partisane se délite simultanément. Reste à savoir si Andy Burnham, probable successeur, saura transformer son ancrage territorial et son image de rupture modérée en véritable projet national. Il devra surtout répondre à une difficulté plus profonde : restaurer la confiance dans un parti de gouvernement confronté à une fragmentation durable du paysage britannique. ♦



Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, a annoncé sa démission, le 22 juin 2024, devant le 10, Downing Street.

**À LIRE ET
REGARDER POUR
MIEUX VOIR LE
MONDE...**



À LIRE :

L'été est synonyme de vacances et de voyages ; alors, pourquoi ne pas lire cet ouvrage sorti en juin pour comprendre la géopolitique du tourisme ? Après l'arrêt presque total provoqué par la pandémie de Covid-19, le tourisme confirme sa résilience et son fort potentiel de croissance. Devenu un levier majeur de rayonnement et de soft power, il s'intègre désormais pleinement dans les stratégies de promotion territoriale des États. Mais cet essor se heurte à de nouveaux défis : mutations technologiques et climatiques, recomposition du monde en zones d'influence, et parfois remise en question d'une expansion continue depuis 1945, portée par la mondialisation et la démocratisation du voyage. En 40 fiches documentées, les auteurs présentent les acteurs et les enjeux de ce secteur multifacette. L'ensemble est illustré de cartes, de graphiques, de données chiffrées et de tableaux. ♦



À REGARDER :

À l'occasion du 250e anniversaire de l'indépendance des États-Unis, ARTE propose une sélection d'émissions pour mieux comprendre l'histoire américaine.

Ces documentaires reviennent sur la naissance des États-Unis, la Déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776, la Révolution américaine et la construction du pays. Ils permettent aussi de mieux saisir les contradictions de cette histoire : la liberté

proclamée, mais aussi l'esclavage, la conquête de l'Ouest, la place des peuples autochtones et les divisions qui traversent encore la société américaine aujourd'hui.

Cette programmation offre une approche claire et accessible pour comprendre à la fois les origines des États-Unis et les tensions actuelles d'un pays qui continue de s'interroger sur son identité. Disponible sur Arte.TV. ♦

>> voir

- Paris, capitale des trouvailles
- Juin 2026, la canicule qui a mis la France à l'épreuve
- Élections provinciales en Nouvelle-Calédonie : un scrutin décisif

Céline CHARLES



L'une des pièces pour flûte et harpe écrite de la main de Mozart.

PARIS, CAPITALE DES TROUVAILLES

Paris a récemment livré deux découvertes : d'un côté, la BnF, Bibliothèque nationale de France, a mis au jour un manuscrit inédit de Mozart, rédigé pendant son séjour parisien de 1778 ; de l'autre, les fouilles préventives sous le parvis de Notre-Dame font remonter à la surface une stratification urbaine allant du XIII^e au XVIII^e siècle, ainsi que de nombreux objets dont certains sont intacts.

Le manuscrit de Mozart

La découverte du manuscrit est survenue au département de la Musique de la BnF, dans un cahier anonyme et sans titre de la fin du XVIII^e siècle. Le 2 février 2026, le conservateur François-Pierre Goy a identifié l'écriture de Mozart dans ce document, avant que l'attribution ne soit confirmée par Laurence Decobert, puis validée en avril 2026 par Armin Brinzing, directeur de la Bibliotheca Mozartiana du Mozarteum de Salzbourg.

La BnF parle d'une découverte majeure : le cahier compte 44 pages et réunit les leçons de composition données par Mozart à Marie-Louise-Philippine de Bonnières de Guînes, fille du duc de Guînes, lors de son dernier séjour parisien.

Le contenu du cahier éclaire un épisode précis de la vie du compositeur : entre mai et juillet 1778, Mozart donne quotidiennement des leçons de composition à cette jeune harpiste, dans un contexte où il cherche à s'imposer à Paris. Le manuscrit contient des exercices pédagogiques mais aussi sept pièces pour flûte et harpe, dont six sont complètes et une inachevée. Ces pièces n'étaient pas connues jusque-là, ce qui en fait un ajout rare au corpus de Mozart conservé en France, déjà très important puisque la BnF possède la deuxième collection mondiale de manuscrits du compositeur après Salzbourg.

Le cahier utilise du papier français et porte les traces d'une écriture partagée entre le maître et l'élève, ce qui permet de comprendre concrètement la manière dont Mozart transmet sa méthode. Radio France a d'ailleurs fait entendre ce manuscrit pour la première fois le 21 juin 2026 à la BnF Richelieu, avec des musiciens de l'Orchestre philharmonique de Radio France.

Le manuscrit permet ainsi de mieux documenter le dernier séjour parisien de Mozart et de nuancer l'image d'un compositeur isolé ou incompris.

Sous Notre-Dame

La Ville de Paris mène, depuis janvier 2026, une fouille archéologique préventive prescrite par la DRAC Île-de-France, sur une zone de 30 mètres de long et 4 mètres de profondeur. L'objectif est lié à l'aménagement futur des abords de la cathédrale, prévu pour 2028, avec végétalisation, promenade souterraine et nouvelles commodités.

Dès la première phase, les archéologues ont mis au jour des murs potentiellement médiévaux, alors même que le sondage n'avait atteint que 2 mètres de profondeur. Les couches déjà identifiées remontent aux XIIe, XIVe, XVe, XVIe et XVIIIe siècles. Autrement dit, le sous-sol du parvis conserve une succession presque continue d'occupations, ce qui confirme l'importance historique de l'île de la Cité dans la formation de Paris.

Les objets découverts sont divers et relèvent de la vie quotidienne

: fragments de poterie, pièces en métal (dont l'une représente l'empereur Constantin), bouts d'assiettes, os d'animaux, mais aussi un pichet médiéval ou un chandelier retrouvés dans d'anciennes latrines servant de dépotoir. Un certain nombre d'objets a été retrouvé bien conservé. "C'est rare de trouver des céramiques entières", explique Valentine Breloux, l'une des archéologues de l'équipe, pour le magazine GEO.

Le chantier montre aussi la dimension méthodique de l'archéologie urbaine. Une fois extraits, les objets rejoignent un laboratoire dans le 18e arrondissement, où ils sont nettoyés, analysés, datés au carbone 14 ou reconstitués. La fouille associe plusieurs spécialités, de la céramologie à l'archéozoologie, en passant par la restauration et la topographie.

Paris révèle encore, et alors, non seulement des vestiges, mais aussi la précision d'une science qui travaille à partir de traces minuscules. ♦

Sous le parvis de Notre-Dame de Paris, les archéologues font des fouilles exceptionnelles



JUIN 2026, LA CANICULE QUI A MIS LA FRANCE À L'ÉPREUVE

Par sa précocité, son intensité et ses conséquences sanitaires, la canicule a rappelé que la chaleur n'est plus un phénomène ponctuel de l'été, mais un risque structurel auquel il faut désormais se préparer durablement. *« Le changement climatique est en train de passer du statut de problème futur abstrait et statistique, dont on prend connaissance dans des rapports, à celui d'une réalité concrète et perturbatrice de la vie quotidienne »*, a analysé pour l'Agence France-Presse (AFP) Samantha Burgess, responsable stratégique des questions climatiques au Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMET).

Dans un pays encore marqué par le traumatisme de 2003, cet épisode - qui pourrait se produire une année sur deux selon le PDG de Météo-France - a ravivé un certain nombre d'inquiétudes.

Un phénomène historique

La vague de chaleur qui a débuté fin juin s'est distinguée par son caractère exceptionnellement précoce et par des températures rarement observées en cette période de l'année. À Saintes, en Charente, le thermomètre a atteint 43,8 °C, tandis que Météo-France a décrit une journée de fin juin comme la plus chaude jamais enregistrée à l'échelle nationale, avec une moyenne de 30 °C sur l'ensemble du pays, jours et nuits compris, caractéristique propre de la canicule.

L'épisode a aussi frappé par sa durée et sa généralisation à l'ensemble du territoire. Dans plusieurs régions, les températures sont restées élevées ; 72 départements ont été placés en vigilance rouge canicule, fait inédit depuis la création de la vigilance canicule en 2004. Ces chaleurs extrêmes durent jour et nuit, empêchant les organismes de récupérer. C'est précisément cette absence de répit qui rend les canicules dangereuses : l'organisme ne parvient plus à compenser, surtout chez les enfants, les personnes âgées et les malades chroniques. Santé publique France a d'ailleurs observé une hausse des recours aux soins pour hyperthermies, déshydratations, hyponatrémies et malaises.

Toujours selon Santé publique France, les passages aux urgences ont fortement augmenté, tout comme les hospitalisations. L'agence a clairement annoncé des chiffres en hausse par rapport aux mois précédents : plus de 1 200 décès (toutes causes) ont été enregistrés pour la journée du 24 juin et plus de 1 400 décès quotidiens les 25 et 26 juin. On comptait autour de 900 à 1 000 décès par jour en avril/mai. Ainsi, depuis le 24 juin, environ 1 000 décès supplémentaires ont donc été observés par rapport aux décès constatés les mois précédents.

Ces bilans temporaires ont d'ailleurs fait l'objet d'une polémique à l'Assemblée nationale. En effet, Sébastien Lecornu a jugé « scandaleux » et « faux » le chiffre de « 10 000 morts » de la canicule la semaine dernière, avancé selon lui par les écologistes. Ceux-ci ont démenti avoir donné ce bilan, affirmant seulement craindre une telle hécatombe.

Les réactions politiques

Face à l'intensité de l'épisode, l'exécutif a d'abord adopté une communication prudente, en insistant sur les dispositifs habituels de prévention et sur la mobilisation des services de l'État. Mais cette retenue a été critiquée presque immédiatement. Un certain nombre de commentateurs ont souligné que ces décideurs étaient « en plein déni » des enjeux d'adaptation climatique, alors même que la canicule bouleversait le quotidien de millions de personnes.

Pour eux, les décideurs continuent de traiter la canicule comme une crise conjoncturelle, alors qu'elle devient un problème d'aménagement du territoire, de santé publique et d'organisation du travail. Les oppositions ont exploité cette faiblesse, accusant l'exécutif d'avoir sous-estimé les conséquences concrètes d'un épisode annoncé de longue date par les climatologues, près de 2000 écoles ont par exemple dû fermer.

Le débat politique s'est aussi cristallisé autour de la climatisation. Certains responsables ont plaidé pour un déploiement massif dans les lieux accueillant les publics vulnérables, tandis que d'autres ont rappelé que la climatisation, si elle n'est pas pensée avec sobriété et isolation, peut aggraver les îlots de chaleur urbains et accroître la consommation électrique.

Cette tension a nourri une critique plus large de l'action publique. Les scientifiques et plusieurs éditorialistes ont rappelé que le pays dispose déjà d'outils de veille, de plans canicule et de procédures sanitaires, mais que ces instruments restent souvent insuffisants face à des épisodes plus fréquents, plus précoces et plus intenses.

Les propositions scientifiques et citoyennes

Les experts plaident pour la rénovation massive du bâti, la végétalisation des villes, la réduction des surfaces minérales, la protection des écoles et des établissements de santé, ainsi qu'une adaptation du temps de travail lors des pics de chaleur.

Aussi, une proposition de loi d'urgence climatique a-t-elle été

soumise : un collectif de scientifiques, de juristes, d'économistes et de personnalités publiques a publié une tribune appelant à l'adoption d'une telle Loi. Les signataires, parmi lesquels figurent les climatologues Jean Jouzel et Valérie Masson-Delmotte, l'économiste Thomas Piketty, l'ancienne ministre Corinne Lepage et le réalisateur Cyril Dion, estiment que la France ne répond plus à la gravité de la situation. Ils rappellent que le pays a connu trois épisodes de canicule en seulement six semaines et que la vague de chaleur de juin a dépassé en intensité celle de 2003. Selon eux, le seuil de +1,5 °C de réchauffement mondial sera franchi avant 2030 si les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas rapidement. Ils demandent donc des mesures fortes, comme l'interdiction de tout nouveau projet d'exploitation d'énergies fossiles, un plan massif de réduction des émissions, des politiques de sobriété énergétique et la création d'un crime de « globocide » afin de sanctionner les atteintes les plus graves à l'environnement. Cette proposition s'inscrit également dans les objectifs européens de réduction de 90 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2040 et

d'atteinte de la neutralité carbone en 2050. Pour les auteurs de cette tribune, il est illusoire de croire que les sociétés pourront s'adapter à un réchauffement de +3 °C ou +4 °C : seule une action politique rapide et ambitieuse permettra de limiter les conséquences du changement climatique.

Par ailleurs, un décompte en ligne de l'ensemble des problèmes liés à la canicule a été lancé en ligne par des collectifs de citoyens. Selon eux : *"ce qui n'est pas compté reste invisible dans les médias et aux yeux de nos responsables politiques. Il devient nécessaire de se compter pour peser"*. Les sinistrés climatiques et les organisations de l'Affaire du Siècle lancent donc un grand comptage des personnes impactées par le réchauffement planétaire, pour *"rendre enfin visible leur vécu"*.

In fine, cet épisode de chaleur marque un basculement. La France ne peut plus se contenter d'organiser la gestion de crise ; elle doit organiser la protection dans la durée. ♦



ÉLECTIONS PROVINCIALES EN NOUVELLE-CALÉDONIE : UN SCRUTIN DÉCISIF

Les élections provinciales de 2026 en Nouvelle-Calédonie ont cristallisé, une fois encore, la question fondamentale de l'avenir institutionnel du territoire. Reportées à trois reprises, puis organisées le 28 juin 2026, elles se sont déroulées dans un contexte encore marqué par les séquelles des violences de 2024, les négociations sur l'accord dit de Bougival et la controverse autour du corps électoral. Leur enjeu dépasse largement le renouvellement des assemblées provinciales : c'est l'équilibre même du pouvoir local, et donc la trajectoire du territoire, qui s'y joue.

Pourquoi ont-elles été reportées ?

Le report des élections provinciales s'explique d'abord par une crise politique majeure autour de l'avenir institutionnel de l'archipel. La loi organique du 6 novembre 2025 a repoussé le scrutin, déjà décalé à plusieurs reprises afin de « poursuivre la discussion » sur un accord consensuel sur la Nouvelle-Calédonie. Cette décision s'inscrit dans la continuité de l'accord de Bougival, signé le 12 juillet 2025 entre l'État français et des représentants indépendantistes et loyalistes de la Nouvelle-Calédonie, visant à sortir le territoire de la crise ouverte par les émeutes de 2024. Il prévoit la création d'un « État de la Nouvelle-Calédonie » inscrit dans la Constitution française, doté d'une large autonomie tout en restant au sein de la République. Le texte introduit une nationalité calédonienne, organise un partage plus précis des compétences entre Paris et Nouméa et prévoit qu'après une révision constitutionnelle, les Calédoniens se prononcent par référendum sur cet accord. Ce compromis, qualifié de « pari de la confiance », cherche à concilier les aspirations à l'autodétermination et le maintien des liens avec la France, même s'il reste vivement contesté par une partie des indépendantistes qui jugent qu'une possibilité d'indépendance a été verrouillée par l'exigence d'une majorité qualifiée à plus de 60 % au Congrès local, suivie de la validation par l'État français.

Le gouvernement a considéré qu'il fallait éviter de tenir des élections provinciales sans cadre politique stabilisé, alors même que ce scrutin détermine la composition du Congrès et du gouvernement calédonien.

La situation a été aggravée par les tensions liées au corps électoral. Les indépendantistes ont longtemps dénoncé toute modification comme un recul politique, tandis que l'État et les non-indépendantistes défendaient l'idée d'un élargissement jugé nécessaire au regard des évolutions démographiques. Cette fracture a pesé directement sur le calendrier électoral,

car il était difficile d'organiser un scrutin dont les règles de participation elles-mêmes étaient contestées...

Les nouveautés du scrutin

La principale nouveauté est l'élargissement du corps électoral provincial. Selon la Direction de l'information légale et administrative, la réforme a concerné environ 10 500 électeurs supplémentaires, un chiffre politiquement lourd dans un territoire où le vote provincial repose historiquement sur un corps électoral « gelé ». Ce gel, hérité de l'accord de Nouméa de 1998, réservait le vote à certaines personnes établies depuis longtemps en Nouvelle-Calédonie, afin de protéger le rapport de forces issu du processus de décolonisation.

Le Conseil constitutionnel a validé cette réforme le 28 mai 2026. Il a estimé qu'elle ne méconnaissait pas les orientations de l'accord de Nouméa, notamment parce que le corps électoral restait restreint et que les nouveaux critères retenus pouvaient présumer une installation durable dans l'archipel.

Ce changement n'est pas neutre. Dans un espace politique où quelques milliers de voix peuvent faire basculer un rapport de forces provincial, l'arrivée de nouveaux inscrits peut modifier l'équilibre entre indépendantistes et non-indépendantistes.

Un scrutin pour l'avenir

Ces élections sont importantes parce qu'elles désignent les assemblées provinciales qui structurent la vie politique calédonienne, et par ricochet le Congrès et le gouvernement. Autrement dit, elles ne servent pas seulement à choisir des élus locaux : elles déterminent la capacité de chaque camp à peser sur le compromis institutionnel à venir.

Le scrutin de 2026 a aussi valeur de test démocratique après les violences de 2024. L'enjeu est de savoir si les institutions peuvent encore produire une majorité stable et représentative, dans un climat de défiance profonde.

La victoire de la coalition Les Loyalistes – Le Rassemblement constitue un succès important pour le camp favorable au maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française. En remportant environ 50 % des voix en province Sud, où vit la majorité de la population, la liste menée par Sonia Backès renforce sa légitimité politique et montre qu'une grande partie de l'électorat non-indépendantiste soutient sa ligne.

CONGRÈS

54 SIÈGES



Cette victoire a plusieurs conséquences : elle conforte les accords de Bougival, que les Loyalistes défendent comme une solution de compromis entre autonomie renforcée et maintien dans la France, tandis qu'elle affaiblit politiquement certains mouvements indépendantistes, même si ceux-ci restent très influents dans les provinces Nord et des Îles.

En revanche, les Loyalistes n'obtiennent pas la majorité absolue au Congrès, où ils disposent de 24 sièges sur 54. Les partis indépendantistes totalisent 26 sièges, ce qui oblige les différents camps à rechercher des alliances pour gouverner.

En résumé, cette victoire ne signifie pas que le débat sur l'avenir

de la Nouvelle-Calédonie est tranché. Elle montre surtout que le camp non-indépendantiste sort renforcé, mais qu'aucun bloc ne peut imposer seul sa vision. Les négociations sur la mise en œuvre des accords de Bougival et sur le futur statut du territoire restent donc indispensables.

Les Loyalistes et Le Rassemblement se partagent 24 sièges sur 54. L'UC-FLNKS est la deuxième formation politique du pays, avec 16 sièges. L'UNI-Palika en compte 7, l'Éveil océanien 4, et enfin la Dynamique autochtone en a 3.

Ces élections ont confirmé que la Nouvelle-Calédonie reste dans une phase de transition inachevée. ◆



MARC BLOCH AU PANTHÉON : L'HISTORIEN, LE RÉSISTANT, L'ICÔNE DISPUTÉE

Le Panthéon a accueilli Marc Bloch le 23 juin 2026, aux côtés de son épouse Simone Vidal, lors d'une cérémonie voulue par Emmanuel Macron comme un hommage à l'une

des grandes figures intellectuelles du XXe siècle français qui fut un historien majeur, un ancien combattant des deux guerres mondiales et un résistant fusillé par la Gestapo en juin 1944.

Un parcours de soldat et de résistant

Marc Bloch naît en 1886 à Lyon dans une famille juive non pratiquante, au sein d'un milieu intellectuel déjà très inséré dans la République. Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, il est mobilisé comme sergent d'infanterie ; à l'issue du conflit, il est promu capitaine. Aussi est-il resté profondément marqué par la guerre comme fait social et politique.

En 1939, à 53 ans, alors qu'il est père de six enfants et atteint d'une polyarthrite invalidante, il se porte volontaire à nouveau. Dans *L'Étrange Défaite*, rédigé entre juillet et septembre 1940, il décrit sans détour la faillite des élites militaires et administratives.

Après l'armistice, Bloch est rattrapé par les lois antijuives de Vichy, qui l'écartent de l'université.

À partir de 1942, il rejoint le mouvement Franc-Tireur dans la région lyonnaise, sous plusieurs pseudonymes, dont "Chevreuse", "Arpajon" et "Narbonne". Il participe à la structuration des comités de libération en région, dans une Résistance de terrain, concrète, risquée, loin des grands discours.

Arrêté le 8 mars 1944, interné à Montluc, torturé, il est fusillé le 16 juin 1944 avec vingt-cinq autres détenus près de Saint-Didier-de-Formans, dans l'Ain.

Une œuvre scientifique décisive

Si Marc Bloch entre au Panthéon, c'est aussi parce qu'il est l'un des grands rénovateurs de l'histoire au XXe siècle. Professeur à Strasbourg puis à la Sorbonne, cofondateur avec Lucien Febvre des *Annales d'histoire économique et sociale*, il contribue à déplacer l'histoire des grands hommes vers les structures, les mentalités, les rapports sociaux. Son ambition est claire : faire de l'histoire une discipline ouverte, exigeante, connectée aux autres sciences sociales.

Avec Lucien Febvre, il a fait émerger de nouvelles exigences :

- L'histoire-problème : partir d'une question à résoudre plutôt que de raconter les événements dans l'ordre chronologique.
- L'histoire totale : étudier les dimensions économiques, sociales, politiques, culturelles et religieuses d'une société.
- La pluridisciplinarité : faire appel à la géographie, la sociologie, l'économie, la linguistique ou encore l'archéologie pour comprendre le passé.
- La méthode comparative : comparer différentes sociétés ou périodes afin de mieux expliquer les phénomènes historiques.
- La longue durée : s'intéresser davantage aux structures profondes et aux évolutions lentes qu'aux seuls événements ou aux « grands hommes ».

Et son œuvre ne se réduit pas à *L'Étrange Défaite*. Avant et après 1940, Bloch travaille sur le régime seigneurial, la société

féodale, les pratiques comparées, les formes de croyance et les cadres mentaux. C'est un historien des systèmes autant que des faits. La *Société féodale*, publiée en deux volumes en 1939 et 1940, ou encore ses travaux sur les rois thaumaturges, montrent une méthode fondée sur le comparatisme, l'érudition et le refus des évidences nationales. Dans le contexte actuel, cette manière de relier les faits aux structures résonne avec les débats contemporains sur les fractures sociales, l'autorité de l'État et la montée des récits simplificateurs.

La force de Bloch tient aussi à sa manière d'être historien sans se retrancher de la cité. Dans les années 1930, il signe des textes d'intellectuels antifascistes et revendique un patriotisme républicain. Il se présente lui-même comme historien, soldat et juif, c'est-à-dire comme un homme aux appartenances assumées mais jamais cantonnées à une posture identitaire.

Une panthéonisation toutefois disputée

La panthéonisation de Marc Bloch peut être lue comme un hommage unanime à un grand Français républicain. Mais elle s'inscrit aussi dans un moment politique très précis, ce qui ouvre la voie à des usages concurrents de sa figure.

Emmanuel Macron avait annoncé le transfert au Panthéon en novembre 2024, lors des commémorations de la libération de Strasbourg, en parlant d'"imaginer d'autres victoires". Le geste relevait déjà d'une lecture civique du passé : Bloch devenait une figure de résistance à l'"esprit de défaite".

La famille Bloch a demandé que l'"unicité de l'homme" soit respectée, ce qui signale une vigilance contre toute simplification hagiographique. La présence de Simonne Vidal à ses côtés n'est pas anodine non plus : elle inscrit l'hommage dans une mémoire familiale et conjugale, et non dans une pure célébration d'État. À l'inverse, certains responsables politiques ont tenté de faire de Bloch un symbole immédiatement récupérable, notamment sur le terrain du nationalisme républicain.

Bloch fut patriote, mais il fut hostile au nationalisme fermé, aux réflexes xénophobes et à l'anti-intellectualisme. Le faire entrer au Panthéon au nom d'une France de l'ordre ou de l'autorité serait donc un contre-sens historique. Son héritage parle plutôt d'une République lucide, instruite, antifasciste, attachée à la vérité même lorsqu'elle dérange. Raison pour laquelle la famille n'a pas souhaité la présence du Rassemblement national lors de la cérémonie "Marc Bloch, c'est l'ouverture, au sens social, à l'altérité", explique son arrière-petit-fils, historien lui aussi. "Le programme que défend l'extrême droite va totalement à l'encontre de Marc Bloch et pourtant, depuis une vingtaine d'années, l'extrême droite se met à le citer de façon permanente pour défendre un programme, un roman national [...] Il y a quelque chose qui nous paraît complètement contradictoire et qui nous agace profondément", ajoute-t-il pour France Info. ♦



- Aurélien Berlan, Guillaume Carbou, Laure Teulières
(dir.), *Greenwashing. Manuel pour dépolluer le débat
public*, 2022

- Baptiste Morizot, *Manières d'être vivant*, 2020

Cyril HUNAUT
Tatiana GOLTSBERG

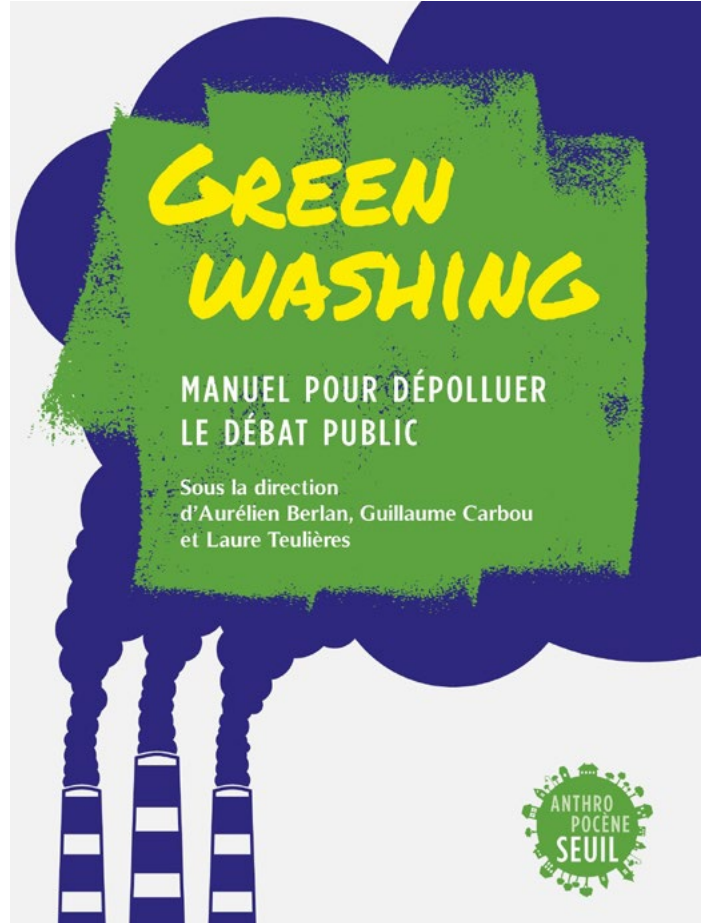


**Greenwashing. Manuel pour
dépolluer le débat public, Paris,
Seuil, 2022**

**Aurélien BERLAN,
Guillaume CARBOU,
Laure TEULIÈRES (dir.)**

Ce manuel aborde de manière large toutes les facettes de ce que représente le *greenwashing*. Qu'est-ce que le *greenwashing* ? Le terme est fréquemment utilisé pour désigner la communication fallacieuse ou frauduleuse concernant les performances écologiques d'un produit ou d'une entreprise. Cependant, cette notion ne se limite pas à la communication d'entreprise mais s'est étendue au champ politique, intellectuel et au discours commun. Cet ouvrage vise à analyser les multiples facettes des discours trompeurs sur les pseudos actions de protection de l'environnement. Le *greenwashing* peut prendre la forme de procédés rhétoriques, telles que l'utilisation de termes flous (tels que *eco-friendly*), d'euphémismes voire d'oxymores (comme le terme « écologie industrielle »), mais aussi de déclarations invérifiables ou de promesses non suivies d'actions concrètes. Il peut passer par le fait d'associer des images ou sons à des produits pour faire croire à leur caractère écologiques (comme Mc Donald's qui a changé son enseigne en vert), la mise en avant d'une action écologique mineure destinée à donner une bonne image (ex : repenser l'emballage d'un produit sans questionner le produit). Pour résumer le *greenwashing* est l'ensemble des mesures destinées à cacher les dégâts environnementaux sans proposer de solutions d'ampleur suffisante pour remédier aux problèmes. Ces procédés ont pour effet d'exclure du débat les projets plus radicaux de transformations économiques et sociales qui remettent en cause le fonctionnement du capitalisme industriel et donc les modes de vie actuels. Le *greenwashing* a émergé face à la montée des préoccupations écologiques à partir des années 1960 qui ont amené à pointer du doigt les conséquences de certaines productions. Beaucoup d'industries ont d'abord nié les problèmes, avant de s'en emparer en mettant au point des techniques pour verdir leur image. Cependant, à mesure que les États sont devenus des acteurs majeurs à la fois des atteintes et de la protection de l'environnement, ils se sont également lancés dans le *greenwashing* pour contrer les critiques appelant à réformer le système.

Ce manuel se concentre sur la manière dont notre société aborde les problématiques écologiques. Il interroge nos modes de vie, de production, d'organisation sociale avec l'objectif affiché de « dépolluer » le débat public. Par-là les auteurs entendent mettre à distance les discours marketing ou promesses politiques qui nous éloignent de la réalité des faits et de la compréhension des mesures nécessaires pour arrêter le désastre environnemental en cours. Ils notent que la pensée moderne a développé



trois principaux biais qui limitent notre capacité à penser les problèmes écologiques : l'économisme, le solutionnisme technologique et la pensée en silo. Par économisme, on entend la tendance à favoriser les mécanismes de marché et l'objectif de croissance économique et à mettre de côté les modalités d'organisation alternatives. Le solutionnisme technologique désigne la confiance aveugle dans le fait que des technologies présentes ou futures régleront les problèmes environnementaux, ce qui favorise le fait de différer leur prise en charge. En outre, cela peut amener à sous-estimer le déplacement des pollution (par exemple l'électrification peut permettre moins de pollution de l'air mais poser la question des déchets nucléaires et de l'épuisement de certaines ressources minières), les effets rebonds, c'est-à-dire une hausse de consommation d'une technologie plus propre qui annule au global les effets bénéfiques (par exemple des climatiseurs moins polluants mais plus nombreux). Enfin, la pensée en silo consiste à analyser les différents aspects d'un problème de manière cloisonnée, sans analyser leurs interactions complexes, et à proposer des solutions secteur par secteur sans penser de manière globale. Face à une société imprégnée de *greenwashing*, qui favorise par confort des solutions peu ambitieuses, ce livre tente de surmonter ces biais et de détricoter les discours trompeurs sur les solutions envisageables pour affronter les problèmes environnementaux et repolitiser ces enjeux. Il tente de montrer que les discours qui euphémisent les problèmes environnementaux ou les réponses peu ambitieuses à ces problèmes ont pour objectif de

« protéger l'idole du progrès dont la destitution provoquerait l'effondrement de bien des illusions constitutives de notre vie moderne ». En cela, le greenwashing est rassurant, il nous empêche de paniquer en masquant la réalité, il nous maintient dans l'illusion que nous faisons ce qu'il faut, mais nous empêche d'agir efficacement face à l'urgence des enjeux auxquels nous faisons face. Autrement dit, cet ouvrage vise à nous interroger sur nos perceptions, nos modes de vie, à libérer nos imaginaires des discours trompeurs, à éclairer les débats sur la protection de l'environnement et à mettre en lumière les solutions ambitieuses que l'on pourrait envisager pour véritablement écologiser la société, par le biais de transformations politiques, économiques, de réorientations de l'organisation sociale.

Les auteurs sont multiples et chacun apporte son expertise

pour expliquer une thématique. Ce manuel prend la forme d'un dictionnaire : les thématiques développées vont de l'agriculture durable, au tourisme, en passant par le nucléaire, le développement durable, l'éco-citoyenneté, la finance verte ou encore la dématérialisation des activités ainsi que les véhicules propres. Le panel est large et permet d'avoir une vue globale et croisée des multiples solutions à apporter à la crise environnementale. L'histoire des notions et leurs enjeux contemporains sont développés, tout en les replaçant au cœur des rapports de force politique. Chaque fiche thématique se termine par une courte sélection bibliographique permettant d'approfondir le sujet. Elles peuvent être lues indépendamment l'une de l'autre, permettant au lecteur d'approfondir seulement les thématiques qui éveillent sa curiosité. ♦



Manières d'être vivant, Actes sud, 2020

Baptiste MORIZOT

Introduction

Publié en 2020, *Manières d'être vivant* s'inscrit pleinement dans le renouvellement contemporain de la pensée écologique. Philosophe, pisteur¹ et écrivain, Baptiste Morizot propose une réflexion originale sur notre rapport au vivant, au croisement de l'éthique, de l'anthropologie et de la politique.

À rebours des approches strictement gestionnaires ou techniciennes, il invite à comprendre la crise écologique comme une crise de la sensibilité : si la destruction du vivant s'intensifie, c'est aussi parce que les humains ont perdu les modes d'attention, d'interprétation et de relation qui les reliaient autrefois aux autres êtres vivants. Restaurer ces liens devient un enjeu central pour imaginer d'autres formes d'habitation de la terre.

Cette perspective en fait un ouvrage de référence pour le thème « Le vivant », à articuler avec les questionnements du concours : représentations du vivant, exploitation, protection,

1. Le rôle du pistage et de la « philosophie de terrain », qui sont typiques de la méthode de Morizot, donnent chair à la crise de la sensibilité (expérience du loup, du berger, etc.).



anthropocène et nouvelles éthiques de l'environnement.

Une thèse forte : la crise écologique comme crise de la sensibilité

Morizot part d'un constat désormais bien documenté : l'effondrement de la biodiversité, le dérèglement climatique et la dégradation des milieux signent une crise écologique polymorphe touchant à la fois les sociétés humaines et la biosphère. Mais son apport spécifique consiste à montrer que cette crise est aussi une crise de nos relations au vivant. En effet, l'auteur insiste sur un double processus :

- une surexploitation des vivants par le capitalisme contemporain, qui transforme les organismes et les milieux en ressources ;
- une désaffection plus profonde : les humains ne se reconnaissent plus comme membres d'une communauté de vivants, et ne perçoivent plus les autres êtres comme des partenaires d'existence.

Ce diagnostic rejoint les analyses des sciences sociales présentées dans les cours Tremplin. D'une part, l'ontologie naturaliste dominante en Occident sépare radicalement humains et non-humains (Cours 1) ; d'autre part, l'entrée dans l'anthropocène montre que l'activité humaine a atteint un seuil géologique qui impose de repenser ces relations (Fiche 2).

Cette crise de la sensibilité n'est pas secondaire : elle explique en partie l'inaction politique. Si les vivants ne sont plus perçus comme des sujets, mais comme objets inertes ou comme simples « services écosystémiques », leur destruction cesse d'émouvoir et d'alerter. Dès lors, la préservation du vivant suppose un changement de regard, une métamorphose de l'attention.

Un renversement conceptuel : apprendre les manières d'être vivant

L'originalité du livre tient à l'introduction d'un concept central : les « manières d'être vivant », qui désigne l'ensemble des comportements, des stratégies, des formes d'organisation propres à chaque espèce. Autrement dit, Morizot propose de considérer chaque vivant comme un agent, porteur d'un savoir-faire évolutif. Comprendre les vivants exige alors de prêter attention à leurs modes d'existence.

Ce déplacement s'inscrit en faux contre la tradition occidentale qui, comme le montrent les cours Tremplin, a souvent pensé le vivant soit à partir d'un finalisme hiérarchisé (Aristote), soit depuis un mécanisme réducteur (Descartes). Morizot, proche en cela des approches néo-finalistes contemporaines, insiste sur la créativité, l'adaptativité et l'épaisseur relationnelle du vivant. Cette proposition recoupe également les recherches

anthropologiques de Philippe Descola sur les différentes ontologies (animisme, totémisme, analogisme, naturalisme) : Morizot invite à sortir du naturalisme strict pour retrouver des modes de relation plus continus entre humains et non-humains (Cours 3).

Les « diplomaties inter-espèces » deviennent alors un mot-clé. Il s'agit, pour l'auteur, de comprendre les vivants non comme des obstacles ou des ressources, mais comme des partenaires dotés de trajectoires et d'intérêts. Cette diplomatie repose sur une compétence éthique — l'attention — qui rappelle profondément l'éthique du *care* élargie au vivant (Fiche 4). Rappelons toutefois que les diplomaties inter-espèces demeurent néanmoins traversées de conflits et de négociations, et ne visent pas une harmonie idéalisée.

Enjeux éthiques et politiques : refonder nos relations au vivant

Restaurer notre sensibilité au vivant n'est pas un luxe : c'est une condition politique. Morizot rejoint ici l'idée que la protection du vivant ne peut être seulement réglementaire ou technoscientifique (Cours 4). Elle suppose de transformer les pratiques, les imaginaires et les institutions. Trois pistes émergent :

1. Multiplier les rencontres avec le vivant.

Selon Baptiste Morizot, la crise écologique est aussi une « réduction des modes de rencontre » avec les autres espèces. Réensauvagement, pratiques de terrain, participation citoyenne à l'observation du vivant deviennent autant de moyens de reconstruire l'attention.

2. Développer une politique du vivant.

L'auteur refuse l'opposition simpliste entre exploitation et protection (Cours 4) : il s'agit de définir les conditions d'une cohabitation juste, d'inventer des formes de gestion qui reconnaissent la valeur propre des vivants.

3. Sortir de l'anthropocentrisme.

Sans basculer dans un animisme naïf, Morizot propose un décentrement : reconnaître que les humains ne sont qu'une manière d'être vivant parmi d'autres, dans un monde dense d'agents, de stratégies, de significations. Cette proposition rejoint en partie les débats sur l'antispécisme (Fiche 1), tout en conservant une approche pragmatique plutôt que militante.

Conclusion : Apports et limites pour les Questions contemporaines

Manières d'être vivant constitue une ressource précieuse pour le thème « Le vivant », car il articule enjeux philosophiques, anthropologiques et politiques. L'auteur apporte :

- une conceptualisation stimulante de la crise de la sensibilité ;
- un renouvellement profond de notre manière de penser le vivant ;
- une éthique relationnelle qui trouve des échos dans les théories du care, de l’anthropocène, et des ontologies non occidentales.

Pour le concours, l’ouvrage permet de mobiliser une perspective transversale, reliant exploitation, protection, manipulation et représentation du vivant. Sa limite éventuelle réside dans un certain idéal de réconciliation qui peut sembler difficile à traduire institutionnellement ; mais ce cadre théorique nourrit avec force l’imagination politique nécessaire au défi écologique. ♦

TV

